

# Enquête sur la filière turque

Des intermédiaires canadiens y ont été mêlés, estime l'ambassade de Turquie

ANDRÉ NOËL

Cinq citoyens turcs arrivés à Mirabel au mois d'août et renvoyés dans leur pays sont en bonne partie à l'origine de l'afflux de 1 800 autres Turcs au Canada au cours des quatre derniers mois.

Les cinq hommes voulaient immigrer aux États-Unis, ont expliqué des agents de l'immigration cette semaine. Ils ont été gardés sous surveillance, puis déportés quelques jours plus tard.

Au centre de détention de l'Immigration, sur Côte-de-Liesse à Dorval, ils ont eu de nombreuses conversations avec d'autres étrangers qui voulaient rester au Canada. Ils ont pu ainsi apprendre comment il était possible de rester ici, bien que ce n'était pas leur intention de le demander.

Selon ce que *La Presse* a appris, un avocat de Montréal avec qui ils ont eu affaire leur a remis sa carte, son numéro de téléphone et son numéro de télex avant qu'ils soient renvoyés en Turquie.

De retour dans leur ville natale, le port côtier d'Izmir, les cinq hommes ont vendu leurs informations et le nom de l'avocat à quelques agences de voyage et de traduction.

Les agences ont à leur tour vendu les informations à tous ceux qui cherchaient un pays pour émigrer. Les agences de voyage ont pu aussi réaliser un profit intéressant sur la vente des billets d'avions.

En août, seulement sept ressortissants turcs ont demandé un statut de réfugié au Canada. En septembre, ils sont 71; en octobre: 276; en novembre, 493 et en décembre, 570.

La grande majorité viennent de Tavas, un village de 11 200 habitants dans la région de Denizli (sud-est), à 350 km d'Izmir, et de plusieurs villages environnants comme Kizilca, Ovacik, Lukfere, Solmaz, Aletin, Aydogdu, Bahcekoç.

**Des annonces**

Les circonstances ayant entouré la naissance de la filière ont été corroborées par plusieurs ressortissants turcs à Montréal ainsi que par la transcription d'interrogatoires réalisés par des agents d'immigration.

Ibrahim Gebesci, 23 ans, a quitté son village de Kizilca en septembre avec sa femme Zuhra, 16 ans. Le couple reçoit \$340 par mois du Bien-Être social. Il partage un appartement de quatre pièces, sur la 2<sup>e</sup> avenue près de Masson, avec deux autres couples. Le loyer est de \$350 par mois.

« Il y avait beaucoup d'annonces pour le Canada dans les cafés de Tavas et de la région », a-t-il raconté cette semaine, dans un français cassé, appris alors qu'il travaillait comme peintre en bâtiment à Strasbourg, en France.

« Des représentants des agences

venaient aussi nous voir. Un jour, l'un d'eux m'a dit: « Tu peux aller au Canada et bien gagner ta vie là-bas. Le Canada a besoin de 125 000 immigrants par année. Si tu veux y aller, viens nous voir à Izmir. »

« À Izmir, j'ai dû payer 140 000 liras turques (\$260) pour apprendre que, ma femme et moi, on n'avait pas besoin de visa pour entrer au Canada. Ensuite, j'ai dû emprunter un million de liras (\$1865) pour les billets d'avions et pour avoir un peu d'argent. »

Son ami, Ramazan Beket, 27 ans, du même village, est venu avec sa femme Emine, 25 ans, sa fille Medine, quatre ans, et son garçon Ismail, deux ans. Avant de s'envoler pour le Canada, il a envoyé un télex à l'avocat montréalais dont il avait obtenu le nom pour le prévenir de son arrivée.

**L'exode**

En octobre, le quotidien turc *Hurriyet* a publié un grand reportage sur l'exode vers Montréal.

« Les gens de Tavas que nous avons interviewés nous ont dit qu'un homme nommé Mehmet Akinci du village d'Ovacik leur avait dit que les conditions de vie étaient excellentes au Canada et qu'ils pourraient facilement s'y établir et y gagner leur pain, rapporte le journal. Cet homme les a alors envoyés à un bureau d'interprètes à Izmir. »

Le journal cite ensuite des réfugiés arrivés à Montréal:

« Nous avons payé un bureau de traduction de 60 à 70 000 liras par personne (de \$120 à \$130). Une femme travaillant à la compagnie Doktoroglu — qui nous avait été indiquée par le bureau de traduction — nous a vendu des billets bon marché pour venir à Montréal. »

« Le bureau de traduction à Kemeralti nous a dit que lorsque nous arriverions à Montréal, un avocat canadien nous contacterait et nous obtiendrait des permis de résidence et de travail. Nous étions censés payer cet avocat \$120 (Can.) par personne au début. Lorsque nos cas seraient réglés, nous étions supposés le payer encore \$380. »

Dans un communiqué émis jeudi, l'ambassadeur turc à Ottawa, Kaya Taperi, met directement en cause des « intermédiaires turcs et/ou canadiens » pour l'afflux soudain de ressortissants turcs au Canada.

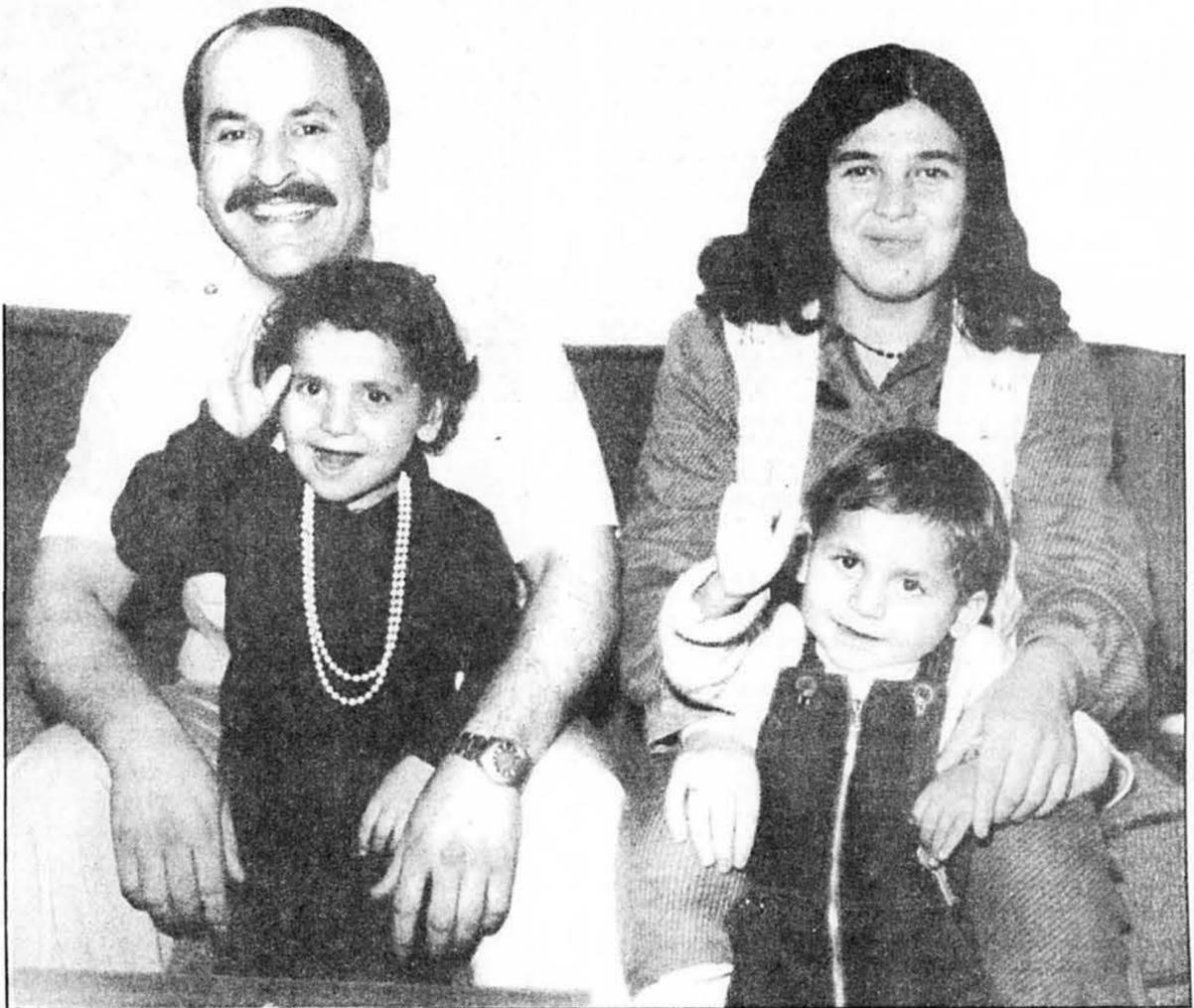
Au cours d'une entrevue hier, M. Taperi a indiqué que les autorités turques sont convaincues qu'il y a des intermédiaires au Canada. Les autorités canadiennes font enquête sur le sujet, a-t-il dit.

Le gouvernement turc semble cependant lui-même avoir fermé les yeux au début de l'exode.

Au cours d'un interrogatoire avec un agent de l'immigration, Ibrahim Irten, 30 ans, témoigne que « tout le monde ne parlait que du Canada dans la région de Tavas » et que les autorités turques étaient parfaitement au courant.

**Devises étrangères**

« Quand le gouvernement turc



Ramazan Beket, sa femme Emine, sa fille Medine et son garçon Ismail: un télex à un avocat canadien.

PHOTO P.-H. TALBOT, LA PRESSE

s'est vu face à des demandes massives de passeports pour se rendre au Canada, est-ce qu'à votre connaissance il a informé les personnes qu'il y avait des problèmes à se rendre au Canada pour travailler? », lui demande-t-on au cours de l'interrogatoire.

« Absolument rien! répond M. Irten. Vous faisiez une application pour le passeport, on vous disait: venez trois jours plus tard, vous allez recevoir votre passeport. J'ai dit que j'irai au Canada. On m'a dit: bonne chance. »

M. Irten témoigne ensuite que les centaines de milliers de ressortissants turcs à l'étranger envoient des devises étrangères à leur famille en Turquie « pour subvenir à leurs besoins ».

« Est-ce qu'on peut dire que la Turquie et les autorités gouvernementales de la Turquie ont intérêt à ce que le plus de gens possible aillent travailler à l'extérieur de façon à ramener de l'argent en Turquie? », lui demande-t-on encore.

« Oui », répond sans hésitation M. Irten.

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, Benoît Bouchard, a cependant affirmé cette semaine que les autorités turques avaient « très bien collaboré » avec les émissaires canadiens lorsqu'elles ont été saisies du problème.

Le 14 novembre, le ministre des Affaires extérieures a envoyé un de ses agents, Paul Whelan, pour faire enquête là-bas. M. Whelan a constaté la présence d'agences peu scrupuleuses qui ne prévenaient pas les voyageurs que le Canada exige des visas d'immigration pour tous ceux qui veulent s'établir ici.

Il a rencontré des officiels du ministère des Affaires étrangères turc. À la suite de ces démarches, le gouvernement turc a diffusé un communiqué faisant une mise en garde contre les intermédiaires qui arrangent les voyages.

Le communiqué a été publié dans les journaux, mais sans résultats: 50 p. cent des Turcs sont analphabètes. De plus, les agences de voyage avaient beau jeu de faire remarquer qu'aucun Turc

parti pour le Canada avait été déporté.

**La misère**

La très grande majorité des Turcs qui s'expatrient fuient la misère. En 1984, le revenu moyen des 50 millions de Turcs n'était que de \$1000 par habitant (\$10 193 au Canada selon des estimations établies en 1982).

Environ deux millions de Turcs vivent à l'étranger, surtout en Allemagne. Mais presque tous les pays européens ont fermé leurs frontières au cours des dernières années.

Ibrahim Irten, par exemple, n'avait plus rien quand il a quitté la région de Tavas pour venir ici. Plus rien, sauf \$7 000 de dettes.

Me Diane Belanger, dont le bureau d'avocats a plus de 400 clients turcs à Montréal, soutient que le gouvernement canadien doit prendre en considération les aspects humanitaires avant de renvoyer les ressortissants turcs dans leur pays.

« Le ministre (Benoît Bouchard) a lui-même dit qu'ils

avaient été victimes d'exploitation. Ces gens ont tout vendu et se sont endettés pour venir ici. On ne peut pas les renvoyer comme ça. »

La plupart, d'ailleurs, s'intègrent relativement bien au Canada. Ramazan Beket travaille 44 heures par semaine, pour \$4,75 de l'heure, avec huit autres ressortissants turcs dans une petite usine sur Côte-de-Liesse, la Faga Friction Laboratories Inc. Le gérant a écrit une lettre dernièrement pour dire qu'il était « un employé estimé ».

Le comité permanent de la Chambre des Communes pour le travail, l'emploi et l'immigration estime d'ailleurs que le Canada doit accueillir beaucoup plus d'immigrants que maintenant sinon la population canadienne plafonnera à 28 millions en 2000. Les conséquences économiques de la chute démographique, qui commencera en 2010, seront désastreuses, estime le comité.

Quoi qu'il en soit, il y a aussi de « vrais » réfugiés parmi les res-

SUITE À LA PAGE B 6

# Le mot magique pour entrer au Canada: «réfugié»

MARIO FONTAINE

On a beaucoup parlé des Portugais. Puis des Tamouls. Et aujourd'hui, des Turcs. Qu'importe le pays d'origine des nouveaux arrivants, ils seront admis temporairement au Canada — et généralement reçus immigrants quelques années plus tard — s'ils prononcent un mot magique à leur arrivée à Mirabel ou Dorval: «réfugié».

Pour beaucoup d'entre eux c'est souvent, du reste, le seul mot qu'ils connaissent de la langue locale, constatent les fonctionnaires du ministère de l'Emploi et Immigration Canada. S'enclenche alors un long processus administratif, qui fonctionnait plutôt

bien jusqu'à ce que les arrivées massives des derniers mois viennent saturer le système.

De par sa propre loi sur l'immigration, adoptée en 1976 et appliquée depuis 1978, le Canada accueille toute personne se déclarant réfugiée, que cela soit farfelu ou non. Le ministère étudie dans le moment les cas de «réfugiés» français, italiens, américains... et même suisses!

« Nous vivons avec une réalité: la loi permet aux nouveaux venus de revendiquer le statut de réfugié. Il nous faut respecter toutes les étapes, traiter chaque cas de façon individuelle en gardant à l'esprit les principes de justice », explique M. Gaëtan Lussier, sous-ministre à l'Emploi et Immigration.

En signant la convention de Genève, en 1951, le Canada s'engageait à accepter comme réfugiés des gens persécutés dans leur propre pays, et dont la vie pou-

vait être menacée pour des motifs politiques, militaires ou religieux.

Aujourd'hui même, les arrivants des pays de l'Est, du Salvador, du Guatemala, du Liban, de l'Iran, de l'Afghanistan et de plusieurs autres pays — 18 au total — peuvent réclamer le statut de réfugiés sans crainte d'être déportés. Pour eux, un ordre d'expulsion pourrait en effet avoir des conséquences tragiques. Leur requête n'est pas étudiée en priorité, et ils peuvent travailler dans l'intervalle.

Ottawa ne remet aucunement en cause son aide à cette catégorie de réfugiés. Même que c'est sur permission du ministre que ces réfugiés disposent d'un sursis d'un an. De fait, le gouvernement fédéral a surtout fait affaire à ce type de personnes dans le passé. Il commence à peine à s'interroger sur le cas des « faux » réfugiés, ces « réfugiés économiques » qui n'ont rien à craindre chez eux mais s'expatrient pour accroître leur niveau de vie. Cette nouvelle

vague d'arrivants tend à faire croire qu'il existe deux façons d'entrer au Canada:

■ La voie lente: remplir une demande d'immigration et, en cas d'acceptation au terme d'une longue attente, l'installation individuelle ici. Les ambassades canadiennes à l'étranger contrôlent tout le processus, exercent leur propre sélection;

■ La voie rapide: se déclarer réfugié à la frontière et être pris en charge par l'État. Le fonctionnaire de faction fait une première enquête sommaire, suivie d'un examen secondaire au terme duquel une revendication formelle du statut de réfugié sera déposée. Puis le Comité consultatif sur le statut de réfugié rendra sa décision.

Si le réfugié est accepté, on entame le processus habituel d'immigration. S'il on lui refuse l'entrée au pays, il peut en appeler à la Commission d'appel à l'immigration, et, en dernier recours,

exiger d'y être entendu physiquement. Ultimement, en cas de refus répétés, le réfugié pourra être expulsé. Mais on n'en arrive rarement jusque là.

Pour le gouvernement, il s'agit de respecter la convention de Genève, la Charte des droits et libertés et un récent jugement de la Cour suprême sur le droit des réfugiés de plaider leur cause.

« Avec l'immigration, le Canada choisit ceux qu'il admet au pays. Avec le statut de réfugié, ce sont les nouveaux venus qui choisissent leur pays », explique Richard Saint-Louis, spécialiste de programme au ministère de l'Emploi et Immigration.

Environ 120 000 étrangers attendent dans le moment une réponse du gouvernement canadien à leur requête de venir s'établir ici. Le nombre de réfugiés, quant à lui, a longtemps été limité. Ainsi dans le cas des « boat people », par exemple, les fonctionnaires canadiens se rendaient dans les

campes et procédaient à la sélection. Ce qui n'est plus possible avec l'arrivée directement au pays de milliers de personnes qui ne fuient ni guerres, ni famines, ni persécutions.

L'imposition d'un visa peut, dans un premier temps, résorber un influx particulier, celui des Turcs. Un peu comme ce fut le cas pour les Portugais il y a un peu moins d'un an. Ottawa l'applique désormais aux ressortissants de 97 pays, alors que ceux de 84 autres nations peuvent pénétrer en sol canadien munis de leur seul passeport.

À titre de comparaison, un pays comme les États-Unis exige un visa de tout le monde, sauf des Canadiens. « Un visa, ça s'impose et ça se retire selon les circonstances », explique un porte-parole d'Emploi et Immigration. A long terme, chacun s'entend toutefois sur la nécessité d'une réforme de la loi sur l'immigration de façon à éviter les abus.

**Ottawa connaît une année difficile**

La ministre du Commerce international, Pat Carney, a vraiment mal choisi son temps pour prendre des vacances à l'occasion de Noël et aller se prélasser sur les plages d'Hawaii.



**B 3 Désarroi US et relance de l'URSS**

L'éclatement de la bulle du réaganisme et la remontée démocrate aux États-Unis, alliés à la volonté de libéralisation exprimée en URSS et en Chine, font de l'année qui débute l'une des plus prometteuses.



**B 5 Les Haïtiens de la diaspora**

Il est une chanson dont les mots n'ont jamais quitté le cœur de tous les exilés haïtiens. Elle dit, cette chanson: « Haïti chérie, c'est lorsque je t'ai quittée que j'ai compris ce que tu étais pour moi... » Georges Anglade raconte.



B 7

Paul Desmarais  
président du conseil  
d'administration

Roger D. Landry  
président éditeur

Michel Roy  
éditeur adjoint

Claude Gravel  
directeur de l'information

Jean-Guy Dubuc  
éditorialiste en chef

LA PRESSE, MONTRÉAL, SAMEDI 10 JANVIER 1987

## Éditorial

### Un nouveau nid pour l'aérospatiale

**C'**est tout à fait farfelu, c'est de la pure bouffonnerie... Quoi donc? L'argumentation de ceux qui veulent garder à Ottawa l'Agence spatiale canadienne.

Celui qui utilise ce langage sans équivoque envers ceux qui diffèrent d'opinion avec lui est M. Laurent Picard qui a déposé, en novembre dernier, un rapport où il recommandait l'installation de cette NASA canadienne dans la région de Montréal.

Un autre débat qui ressemblera à l'octroi du contrat d'entretien des F-18; un autre affrontement où la passion suggérera un ensemble d'arguments émotifs qui n'auront rien à voir avec la raison ou la logique; une autre décision qui devra être politique.

Evidemment, les Montréalais croient qu'ils méritent d'avoir chez eux l'Agence spatiale. Leur argumentation n'est peut-être pas parfaite. Mais elle n'est sûrement pas farfelue; et elle contient des arguments rationnels sûrement valables.

C'est vrai qu'une telle agence peut sembler appartenir à la capitale d'un pays. Mais on ne peut oublier que Toulouse, centre de l'aéronautique française, compte également un centre spatial. Et que même si le siège administratif de la National Aeronautics and Space Administration se trouve à Washington, on ne trouve pas moins des contrôles à Houston et des rampes de lancement en Floride et en Californie. A l'heure de l'espace, il est normal que les distances s'effacent. Au téléphone, Montréal et Ottawa sont côte à côte. Ce ne sont pas 160 kilomètres qui peuvent retarder le départ d'un vol spatial... qui se fera nécessairement ailleurs.

Même argument face à un contrôle fédéral sur les programmes reliés à divers ministères: l'électronique permet aujourd'hui de former des banques de données consolidées à partir d'origines diverses. Encore là, la distance n'a pas d'importance, comme dit très bien le slogan publicitaire.

En fait, la question à poser est simplement la suivante: le gouvernement fédéral a-t-il vraiment l'intention de décentraliser la fonction publique? C'est ce qu'il affirme et c'est ce qu'il a fait depuis déjà un certain nombre d'années. S'il veut poursuivre son projet, il serait raisonnable d'installer son agence spatiale dans un milieu qui serait, plus qu'Ottawa, propice à son développement et à ses activités fonctionnelles.

D'accord, décentralisation signifie mouvement de fonctionnaires; ce qui n'est jamais apprécié, surtout de la part d'anglophones qui doivent aller vivre dans une province francophone. Et seul le Québec est rebutant, pour ces gens, à ce chapitre. L'argument est subjectivement valable; rationnellement, il ne tient pas. Il équivaudrait à rayer le Québec de la fonction publique fédérale. Quel gouvernement veut en prendre la responsabilité?

Déjà, le monde de l'aérospatiale est dispersé: Vancouver, Saskatoon, Winnipeg, Ottawa et Toronto, où l'on a construit le fameux «bras canadien», en détiennent des parcelles. Ottawa ne détient donc pas de monopole dans ce domaine. La dispersion existe déjà.

Mais s'il faut regrouper de façon logique, il paraîtrait normal que ce regroupement se fasse près du centre aéronautique principal au Canada, pour que les études dans des domaines connexes puissent servir aux deux milieux de recherche. Il n'y a alors qu'un endroit: Montréal.

Jean-Guy DUBUC

### Le réalisme des gens d'affaires

**L**es gens d'affaires du Québec sont optimistes, mais ils ont aussi les pieds sur terre. Selon un sondage du Conseil du patronat du Québec, ils sont satisfaits des conditions économiques et politiques actuelles et ils estiment que cette situation se prolongera pendant encore six mois au moins dans son ensemble.

La productivité et les taux d'intérêt sont en tête de la liste des préoccupations des chefs d'entreprise, comme c'était le cas dans les trois sondages précédents. Ce qui est nouveau, c'est que leur troisième préoccupation par ordre d'importance, la concurrence étrangère, explique clairement pourquoi les deux premières sont si importantes.

Si la concurrence étrangère passe du huitième au troisième rang en six mois, c'est en partie parce que les gens d'affaires se rendent compte que le jeu devient beaucoup plus serré dans les marchés internationaux à cause de la perspective du libre-échange avec les États-Unis et la menace du protectionnisme américain. La partie n'est pas encore jouée, mais quel que soit le résultat, les entreprises québécoises ne pourront se tirer d'affaire que si elles sont concurrentielles par leur productivité et si les taux d'intérêt canadiens ne sont pas démesurément plus élevés que les taux étrangers.

Ces constatations ne sont ni très profondes ni très nouvelles; elles sont simples et pleines de bon sens, et montrent que les Québécois ne cherchent pas midi à quatorze heures. Ce bon sens ressort encore plus fortement quand les gens d'affaires sont interrogés sur l'action gouvernementale qu'ils souhaitent en priorité. Du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial, ils réclament avant tout le contrôle des dépenses publiques et la réduction du déficit. La réduction des impôts des particuliers leur paraît moins importante et la baisse des taux d'intérêt ne vient qu'en quatrième position dans la liste adressée à Ottawa. Toutes les autres réclamations telles que la réduction des impôts des sociétés, l'aide à l'exportation et les programmes d'aide à l'investissement viennent loin derrière les deux mesures principales pour assainir les finances publiques.

L'image des gens d'affaires québécois qui ressort de ce sondage est celle d'un patron qui veut bien faire son travail et qui ne demande rien d'autre aux gouvernements qu'ils fassent bien le leur également. Ils ne donnent pas cette fâcheuse impression que l'on a parfois de toujours vouloir plus de faveurs du gouvernement et de toujours se plaindre des exigences des syndicats.

Cette attitude si positive fait peut-être partie des résolutions du jour de l'An. De nombreuses entreprises continueront sans doute à réclamer de l'aide gouvernementale et à entretenir des relations tendues avec leurs employés. Il faut espérer qu'elles abandonneront de plus en plus ces pratiques qui n'augmentent pas la productivité, n'abaissent pas les taux d'intérêt et ne leur permettent pas de mieux faire concurrence à l'étranger.

Dans leur réalisme, les gens d'affaires réclament des mesures qui sont à l'avantage de tous les Canadiens et pas seulement des entreprises.

Frédéric WAGNIÈRE



## TRIBUNE LIBRE

### La faim des autres

■ Le dimanche 4 janvier, Radio-Canada diffusait une émission spéciale sur la faim dans le monde. Dès le début on nous promettait de faire tomber les mythes. Or, déception, on nous a resservi les mêmes clichés de sécheresse et de retards technologiques comme causes de la faim.

L'agriculture des pays du tiers monde a été développée sous l'époque coloniale en fonction de l'approvisionnement en produits exotiques (café, thé, cacao, fruits, etc.) des pays industriels. Cette orientation se poursuit de nos jours par l'entremise des firmes agro-alimentaires, de connivence avec les minorités au pouvoir dans ces pays. Les républiques de bananes ne sont pas mortes.

Il est malhonnête de parler de la faim en esquivant les politiques de domination et d'exploitation dont sont victimes les populations du tiers monde.

Jacques LANGELIER  
Montréal

### Bravo Wardair!

■ La critique étant toujours facile, nous criions souvent haro lorsque telle ou telle chose nous déplaît. Mais aujourd'hui nous désirons remercier la compagnie Wardair et l'équi-

page des vols 686 et 687 des 14 et 22 novembre dernier, destination Puerto Vallarta. Nous avons été servis avec une attention et une gentillesse incomparables, comme tous les autres dans ce 747 rempli à capacité.

(...) Bravo Wardair!  
Roger et Claudette CURRIER  
Candiac

### Une laideur!

■ Les environs du square Dominion constituent un des plus beaux centres-villes d'Amérique du Nord. Avec une pénible exception: le ramassis de garages et d'immeubles très quelconques (y compris une énorme bouteille de lait) qui s'étend au sud du boulevard Dorchester, entre les rues Stanley et Guy. J'aimerais bien, avant de mourir, voir cette laideur faire l'objet d'un réaménagement convenable.

Pierre RANGER  
Montréal

### Les dangers du lobbyisme

■ (...) Me référant à l'article de Marcel Adam sur le lobbyisme (*La Presse*, 18-12-86), j'abonde avec Marcel Masse quand il dit qu'il y a un risque que les mieux nantis et les puissants soient avantagés par le phénomène du lobbyisme.

De plus, dans une démocratie comme la nôtre où le vote d'un citoyen a moins d'importance (vote pour un seul représentant) qu'ailleurs, le lobbyisme risque de défigurer constitutionnellement un pays, en ce sens que ses politiques extérieures qui devraient normalement prôner la liberté, l'égalité et la fraternité en viennent à représenter des intérêts mesquins.

Ce qui faisait dire à un humoriste américain qu'une façon pour les États-Unis de respecter leur Constitution serait que les mouvements constitutionnalistes se paient des lobbyistes.

Jean-Yves MORIN  
Montréal

### Honnêteté et efficacité

■ Le 22 novembre dernier, je pris un taxi Lasalle pour me rendre à la gare Centrale et informai le chauffeur que je prenais le Via Rail Montréal-Hallifax à 18:30. Rendue dans le wagon, je réalisai que j'avais laissé un paquet dans le taxi. A la hâte, je sortis en disant à l'agent du wagon que j'avais laissé un paquet dans un taxi et que je voulais appeler immédiatement la compagnie. N'ayant pu savoir qui était le chauffeur en question, je retournai dans le wagon en

priant Dieu de me faire retrouver mon paquet.

Après un court arrêt à Saint-Hyacinthe, quelle ne fut pas ma surprise de voir l'agent du wagon entrer avec mon paquet en main! Il avait été mis sur un train précédant le nôtre et laissé à Saint-Hyacinthe pour être remis au chef de train du Via Rail lorsqu'il arriverait. C'est donc ce chauffeur de taxi Lasalle qui avait eu l'obligeance d'aller porter mon paquet à la gare Centrale et de le remettre à un responsable qui s'occupait de l'expédition sur le train précédant le nôtre afin que le paquet puisse m'être remis à Saint-Hyacinthe. Voilà de l'efficacité et de l'honnêteté.

Merci à ce chauffeur de la compagnie Lasalle ainsi qu'au responsable qui, à la gare, s'occupait efficacement d'acheminer mon paquet à Saint-Hyacinthe.

Mme Simone DURAND  
Lac Mégantic

### Lettres courtes, S.V.P.

■ Les lettres sous cette rubrique doivent être courtes. Elles doivent inclure signature, nom complet, adresse et numéro de téléphone. LA PRESSE ne peut s'engager à toutes les publier. Les adresser à: Tribune libre, LA PRESSE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.

## LECTURES

### La désinformation

PIERRE VENNAT

■ «Chacun de nous a presque quotidiennement le sentiment de recevoir des informations, dans tous les domaines, qui lui paraissent sinon fausses et mensongères, du moins fortement biaisées. Comme de plus la désinformation est en train de devenir une préoccupation à la mode et souvent une excuse commode, on est tenté de la voir partout. Les gouvernements de pays qui ont les meilleures raisons de se savoir exposés ne craignent pas toujours, lorsqu'ils échouent dans leur politique, de proclamer qu'on les a mal compris et que les adversaires ont déformé leurs intentions.

«Pour l'honnête citoyen, la désinformation semble imprégner tous les sujets et surtout, ce qui est bien plus grave, elle lui paraît venir de toutes les directions, y compris des organismes dont il est en droit d'attendre qu'ils le protègent contre ce type d'agression. Il est alors tenté assez légitimement de ne plus croire personne, ce qui est bien entendu une source grave de démoralisation.»

Ainsi s'exprime le professeur Henri-Pierre Cathala, un Français, dans un ouvrage récent intitulé *Le temps de la désinformation*. Il est évident que la désinformation est à l'ordre du jour, c'est un problème de notre temps. *Le 30*, organe de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, rapporte, dans son numéro de janvier, que l'Université de Boston vient d'inaugurer un Centre d'études sur la désinformation, le premier du genre aux États-Unis.

Plusieurs ouvrages ont été consacrés à ce phénomène récemment, en France et ailleurs. Les journaux, les revues, la radio et la télévision y font de plus en plus référence au point que le mot est aujourd'hui employé à tort et à travers et que l'on qualifie inconsidérément de désinformation toute lacune, altération ou manipulation des faits relatés par les médias.

Il n'en demeure pas moins que la désinformation est incontestablement un problème de notre temps. Acceptons-en pour preuve que l'Académie française a récemment accueilli le terme dans son dictionnaire. Elle en propose la défini-

tion suivante: «Action particulière ou continue qui consiste, en usant de tout moyen, à induire un adversaire en erreur ou à favoriser chez lui la subversion dans le dessein de l'affaiblir.»

Le professeur Cathala, quant à lui, préfère le définition suivante: «La désinformation est, aujourd'hui, l'ensemble des procédés dialectiques mis en jeu intentionnellement pour parvenir à «manipuler» de façon insidieuse des personnes, des groupes, voire une société entière, dans le but d'infléchir leurs conduites politiques, de maîtriser leurs pensées, ou même de les asservir. Elle implique la dissimulation des sources et des buts réels, l'intention de nuire par une présentation déformante ou par une interprétation tendancieuse de la réalité. C'est une forme d'agression qui s'efforce de passer inaperçue. Elle s'inscrit dans le cadre des actions psychologiques subversives.»

Le livre du professeur Cathala démontre qu'il est bien évident que les milieux de presse constituent une cible spécialement attractive. Encore faut-il analyser avec soin et prudence

cette vulnérabilité pour, avant d'y remédier, s'assurer que sous prétexte de protéger la société, on ne portera pas atteinte à l'un des fondements de la démocratie: la liberté d'information.

En conclusion de son ouvrage, le professeur Cathala écrit: «Qu'il s'agisse d'un état d'esprit ou d'un véritable système offensif, la désinformation existe. On peut en multiplier les exemples. On commence à en mieux connaître les rouages et les organismes qui la mettent en oeuvre. C'est désormais, davantage qu'une compétition d'idées, une «guerre» dont l'information est le support; tout ce qui relève de la communication interhumaine, dire, écrire, montrer, devient suspect; par son ampleur, malheureusement attestée, la désinformation constitue une dangereuse entrave à la libre circulation des nouvelles.»

L'URSS userait davantage de la désinformation que les autres. L'affrontement Libye-États-Unis et «l'Irangan» démontrent cependant que les torts ne sont pas d'un seul côté. *Le temps de la désinformation*, Henri-Pierre Cathala, Editions Stock, 271 pages.

PROTECTIONNISME AMÉRICAIN

# Ottawa connaîtra une année difficile



**MAURICE JANNARD**  
du bureau de  
LA PRESSE  
OTTAWA

La ministre du Commerce international, Pat Carney, a vraiment mal choisi son temps pour prendre des vacances à l'occasion de Noël. Pendant qu'elle se prélassait sur les plages d'Hawaï, les hauts-fonctionnaires canadiens travaillaient jour et nuit pour négocier une entente avec Washington sur le bois d'oeuvre.

Ces derniers finirent par conclure un accord controversé sur le coup de minuit, le 30 décembre.

Les critiques fusèrent dès le lendemain. C'est une atteinte à la souveraineté du Canada, clamèrent les partis d'opposition à Ottawa. Des usines fermeront leurs portes et des milliers d'emplois disparaîtront, annonçèrent les porte-parole industriels.

Pendant ce temps, la ministre se prélassait toujours au soleil. Ce n'est que lundi de cette semaine qu'elle entreprit de corriger les « mauvaises impressions » laissées par l'entente en donnant plusieurs conférences de presse pour défendre la position du gouvernement Mulroney.

Les conservateurs soutiennent qu'ils n'ont rien cédé sur la question de la souveraineté. Les provinces sont satisfaites car elles obtiendront des fonds (\$600 millions environ) qui autrement seraient allés dans les coffres américains.

Toutefois, il faut s'attendre à ce que le prix des maisons aux États-Unis augmente de près de 15 p. cent, ce qui ne pourra à la longue que faire baisser les ventes canadiennes de bois sur le marché américain. L'impact négatif sur la production et l'emploi canadiens est réel.

Le dossier du bois d'oeuvre est important et symbolique également. Un marché de \$4 milliards est en jeu; de plus, c'est le premier dossier industriel négocié entre les deux pays au moment où ceux-ci discutent d'un accord global de libre-échange.

Dans cette partie de poker commercial, l'aloquette canadienne risque-t-elle de se faire déprimer complètement?

Une chose est certaine. Tant à Ottawa qu'à Washington, on est d'accord pour dire que le protectionnis-

me américain sera plus menaçant encore en 1987.

Un représentant de l'ambassade américaine à Ottawa a été très catégorique devant LA PRESSE: « L'exemple du bois d'oeuvre incitera d'autres producteurs américains à porter plainte contre les exportations canadiennes ».

Selon le diplomate, même si les producteurs américains n'ont pas obtenu le tarif de 35 p. cent qu'ils réclamaient, ils ont réussi tout de même à faire augmenter le prix des matériaux canadiens.

Au ministère canadien des Affaires extérieures, on est pessimiste aussi. « Les pressions protectionnistes seront plus fortes encore cette année », dit en soupirant un haut-fonctionnaire canadien. Et pour cause. Il faut s'attendre à des attaques dans les secteurs de l'acier, de l'uranium, de la potasse, des produits agricoles, du gaz naturel et de l'électricité.

Au bas mot, ce sont des ventes canadiennes d'une valeur de \$5 milliards qui sont en péril.

Voyons ces secteurs un par un.

● La menace la plus pressante, d'après les hauts-fonctionnaires canadiens, concerne l'acier. En 1984, les États-Unis imposèrent des limites d'exportations à tous les pays, sauf le Canada et la Suède qui proposèrent à la place de plafonner volontairement leurs ventes.

Mais voilà qu'en l'espace de deux ans, la part de l'acier canadien s'est accrue légèrement, passant de trois à quatre p. cent de la consommation américaine. Il n'en fallait pas plus pour que les producteurs américains poussent les hauts cris et on prévoit qu'ils lanceront une plainte officielle pour mettre le Canada sur la liste des contingents au cours des deux prochains mois.

Des ventes d'une valeur de \$1 milliard sont en jeu, touchant surtout l'Ontario.

● De leur côté, les producteurs d'uranium du sud des États-Unis, moins efficaces en termes de coût que leurs vis-à-vis canadiens, se plaignent des importations. Le Canada est le plus grand exportateur mondial d'uranium, produit utilisé dans les réacteurs nucléaires. Les ventes canadiennes aux États-Unis totalisent \$400 millions. Comme dans le cas du bois, l'industrie américaine allègue que la production d'uranium au Canada est subventionnée largement par les gouvernements.

Deux autres menaces se sont ajoutées récemment.



Pendant que la ministre Pat Carney se prélassait sur les plages d'Hawaï, les hauts-fonctionnaires canadiens travaillaient jour et nuit pour négocier une entente avec Washington sur le bois d'oeuvre. Il lui fallut expliquer bien des choses à son retour.

● Le Canada vient de protester contre un nouveau règlement qui risque d'être appliqué bientôt affectant le calcul du prix de vente du gaz naturel canadien. Le changement de formule, qui tiendrait compte de tous les coûts au Canada, incluant transport et marketing, fera hausser le prix de ce produit à la frontière américaine, rendant le gaz naturel canadien moins attrayant pour les consommateurs des États-Unis. La formule proposée par Washington coûtera \$140 millions aux producteurs canadiens.

● Depuis deux mois, la question de l'électricité refait surface dans le contentieux Ottawa-Washington. D'une part, les producteurs de charbon voient leur marché diminuer sans cesse, ce produit servant de moins à moins à chauffer les centrales électriques. Ils ont toutefois trouvé des alliés parmi les producteurs d'hydro-électricité américains qui vendent à prix plus élevés que leurs concurrents québécois, ontariens ou manitobains. Les ventes d'électricité aux États-Unis représentent un surplus de \$1 milliard pour le Canada. Même s'ils prennent la menace au sérieux, les hauts-fonctionnaires ca-

nadiens affectés à ce dossier ne sont pas trop inquiets.

On voit mal comment les consommateurs de toute la Nouvelle-Angleterre, ce qui inclut les citoyens des villes de Boston et de New-York, pourraient accepter sans mot dire une hausse du prix de l'électricité pour faire plaisir à quelques producteurs de charbon, qui ajoutent à la pollution de l'environnement. Cette fois-ci, les pressions américaines seront plus favorables aux intérêts canadiens.

Avant qu'Ottawa ne puisse conclure un accord final sur le libre-échange, des dossiers majeurs seront donc en jeu dans plusieurs industries particulières. La ministre Carney n'a pas réussi son premier test avec le bois d'oeuvre, ce qui a ajouté à l'impression de faiblesse du gouvernement Mulroney.

Mal engagée, la négociation commerciale avec Washington met en péril l'élection des conservateurs si une « victoire » canadienne n'est pas obtenue bientôt. Une chance pour Brian Mulroney et Pat Carney, ce ne sont pas les occasions de se rattraper qui manqueront.

# Bourassa s'en va besogner en Angleterre et en Suisse



**GILBERT BRUNET**  
du bureau de  
LA PRESSE  
QUÉBEC

Les adeptes du style politique flamboyant ont été déçus, à Québec, en 1986. Et avis est déjà donné à qui veut l'entendre: 1987 sera à la même enseigne besogneuse.

Source de maintes frustrations pour les médias, cette tendance n'est en rien un effet du hasard. La fameuse « marge de manoeuvre », dont le gouvernement Bourassa n'a pas hérité, il entend se la construire, au fil des ans.

Parallèlement à la privatisation de plusieurs outils d'un coffre jugé trop bien garni, Québec a décidé du matériau à privilégier: les investissements privés, étrangers dans une large mesure, seuls susceptibles de générer emplois et rentrées fiscales.

Le choix est arrêté: la « marge » ne peut provenir que d'une activité économique accrue.

Dans 15 jours, le premier ministre Robert Bourassa et son « entourage économique » débarqueront en Europe: sans tapis rouge, avec un minimum de caméras. L'objectif: les gens d'affaires, au plus haut niveau de décision possible.

Première étape: Londres

Les eurodollars du syndicat financier de la première place d'affaires d'Europe. Comme à New York en 1986, M. Bourassa veut transmettre un message de confiance, à huis clos autant que faire se peut. Une entrevue à l'influent magazine « The Economist », suivie de rencontres privées avec des investisseurs du Royaume-Uni, susceptibles de venir au Québec.

À cette étape londonienne, M. Bourassa va ajouter deux innovations, toujours avec un objectif économique en tête:

— une approche de l'Afrique anglophone, par l'entremise des dirigeants du Commonwealth, s'ajoutant aux démarches déjà entreprises auprès de l'Afrique francophone et qui devraient culminer au prochain Sommet de la francophonie, à Québec, en septembre prochain.

Dans cette optique, le projet de première « Maison » du Québec sur le continent africain, quel que soit le pays d'accueil qui sera choisi, pour-



Ce sont les questions économiques que le premier ministre Bourassa a en tête, à la veille de son voyage en Europe.

rait inclure un service axé sur les relations commerciales avec les pays de l'Afrique anglophone. L'idée du ministre des Relations internationales, Gil Rémillard, fait son chemin;

— à la Délégation du Québec à Londres, M. Bourassa doit annoncer une autre première: la nomination de six conseillers commerciaux, des « fonctionnaires qui ne coûtent pas un sou au Trésor », des « ouvriers de portes », selon l'expression du ministre du Commerce extérieur, Pierre MacDonald. Il s'agit, en fait, de dirigeants d'entreprises, généralement originaires de Montréal mais qui sont déjà installés en Angleterre. Un exemple: Doug Ritchie, dirigeant d'Alcan pour l'Europe et le Moyen-Orient.

Québec a décidé de mettre à l'essai, à Londres, cette formule de conseillers économiques non rémunérés. Une formule que la France

utilise depuis le début du siècle, dans la plupart des pays avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques et commerciales. L'ambassadeur français à Ottawa a, par exemple, 17 de ces conseillers commerciaux disséminés sur le territoire canadien.

Deuxième étape: Davos

Au sommet des Alpes suisses, la tentation du ski sera grande. Mais M. Bourassa ne vise ni une descente rapide, ni un slalom géant. C'est au « European Management Forum », regroupant quelque 600 dirigeants économiques et politiques du monde, que le premier ministre tentera de « vendre le Québec », terre accueillante pour des investisseurs désireux d'accompagner le gouvernement dans son « virage technologique ».

Un tel regroupement de « déci-

deurs », américains, européens et asiatiques, c'est une occasion que le chef du gouvernement du Québec n'entend pas laisser passer. Son pari: ce symposium peut être aussi « rentable », économiquement, que plusieurs voyages à Atlanta, Munich ou Tokyo.

M. Bourassa y fera un discours, bien entendu; mais c'est encore de rencontres privées qu'il espère les résultats les plus tangibles. Si, d'aventure, il s'entretenait avec des hommes politiques — l'ex-premier ministre français Raymond Barre par exemple — ce serait un supplément. Et encore: M. Bourassa n'oublie jamais que M. Barre est d'abord un spécialiste de l'économie et qu'il entretient d'excellents rapports avec les dirigeants d'affaires de son pays et de son riche continent.

Troisième étape: Zurich

Toujours en Suisse, M. Bourassa doit aussi se rendre dans la capitale des banquiers. Avec ces gens-là, la discrétion s'impose absolument. Encore là, les eurodollars valent mieux que les tapis rouges, aux yeux du premier ministre.

Zurich, c'est aussi le siège de grandes multinationales. Alu-Suisse, par exemple, a un projet d'aluminerie au Québec depuis des années. La conjoncture et le marché de l'aluminium ne sont pas au beau fixe, présentement, mais M. Bourassa ne ratera pas l'occasion de redire aux dirigeants de cette société que l'énergie hydro-électrique est et demeurera abondante — et relativement bon marché — au Québec.

Puis, pourquoi pas un petit entretien avec les patrons de Oerlikon-Bührle, société déjà implantée à Saint-Jean-sur-Richelieu et qui est susceptible d'y prendre de l'expansion, à la faveur de contrats américains pour la défense aérienne à basse altitude?

Le « virage technologique » du Québec, l'emploi des jeunes diplômés de demain, cela passe, dès aujourd'hui, par l'Angleterre, la Suisse et les autres pays qui disposent de capitaux. Pour les Québécois, l'Europe ne représente pas que la mort de l'amiante ou de la chasse aux blancs.

Exactement comme la confection, à partir de zéro, d'une quelconque « marge de manoeuvre » gouvernementale, pour un avenir plus ou moins rapproché. Cela est peu susceptible de provoquer des incidents diplomatiques, aux croustillants rebondissements. Mais qui cherche encore cela au Québec de 1987?

Lysiane Gagnon



## Place Tien An Men

De la Place Tien An Men, à Pékin, on voit l'ancienne Cité interdite, interdite aujourd'hui comme naguère, où les élites continuent de gouverner à l'abri du peuple. Le quartier-général du Parti communiste s'est installé dans un pavillon de l'ancienne Cité impériale, sous garde militaire, derrière la même muraille rouge qui naguère protégeait l'Empereur.

C'est là, Place Tien An Men, que des milliers d'étudiants osaient, il y a quelques jours à peine, braver les autorités.

Au premier plan des revendications: liberté d'expression et liberté de presse. Très symboliquement, c'est aux journaux officiels (ce sont les seuls de toute façon) qu'ils s'en sont pris, mettant au feu, sur le campus de l'Université de Pékin, le Quotidien du Peuple et le Quotidien de Pékin, à qui ils reprochent notamment de n'avoir jamais rendu compte des manifestations qui déferlent depuis un mois dans toutes les grandes villes de Chine. « Pas un seul journaliste chinois n'est venu nous interroger depuis le début du mouvement! », de dire à l'Agence France-presses un étudiant qui regardait flamber les journaux, tandis qu'un magnéphone jouait « We are the world ».

\*\*\*

Septembre dernier. Conversation avec un porte-parole de l'Association des journalistes: Est-il facile de lancer un journal en Chine?

— Oh oui, il suffit d'obtenir un permis.

— Est-il facile d'obtenir un permis?

— Hé bien... On ne donne plus de permis, car nous considérons qu'il y a actuellement suffisamment de publications.

\*\*\*

Avec un courage inouï compte tenu des répercussions possibles, les étudiants ont défié l'interdiction gouvernementale en transportant leur révolte au coeur même de la capitale, sur la Place Tien An Men qui contient tous les symboles du pouvoir, entre le mausolée où git le cadavre embaumé de Mao Tse Tung, l'ancienne Cité impériale qui abrite les principaux cadres du parti, et le Palais du peuple où se déroulent les grands congrès du PC.

Il neigeait sur Pékin. C'était, dans cette ville venteuse et froide, la pire tempête de neige de l'hiver. Pendant qu'une multitude d'agents de sécurité les filmaient, les manifestants défilaient en chantant l'Internationale et en scandant: Vive la démocratie! Vive la liberté!

« Bien sûr que nous avons peur, dit un étudiant au reporter de Reuter, mais nous sommes si nombreux que nous sentons la force de la masse. » Un autre à qui l'on demandait comment il osait braver l'interdiction de manifester: « Je ne m'en soucie plus. Le mouvement de protestation est rendu trop loin pour qu'on puisse l'arrêter. »

Mais seuls les badauds amassés le long de la place auront su ce qui s'y passait ce jour-là. La télévision chinoise n'en souffla pas un mot, préférant diffuser plutôt les images d'une autre « manifestation » qui se déroulait le même jour Place Tien An Men, une cérémonie très officielle celle-là, organisée par l'Association des Jeunes Pionniers.

\*\*\*

Il y a des différences entre ces manifestants-ci et ceux qui, sous le leadership de Wei Jingsheng, lancèrent en 1979 un mouvement — durement réprimé — en faveur de la démocratisation du régime: ces derniers étaient plus âgés, mieux structurés, plus articulés, plus désespérés aussi, certains étaient d'anciens Gardes rouges désillusionnés, d'autres, des victimes des déportations de la Révolution culturelle incapables de se réinsérer dans la société.

Les manifestants d'aujourd'hui viennent des campus. Or, en Chine, l'université est loin d'être ouverte à tous et les fils des cadres du parti ont la priorité. C'est, en quelque sorte, la « jeunesse dorée » qui manifeste... si l'on peut dire, car ils vivent presque tous dans des conditions matérielles difficiles, et leur avenir est loin d'être rose. En Chine, pas plus d'ailleurs que les autres citoyens, les diplômés universitaires ne choisissent leur travail. À la fin de leurs études, ces jeunes seront assignés ici ou là, dans une grande ville ou dans le fin fond de l'arrière-pays, hériteront de responsabilités intéressantes ou d'un emploi pénible, selon les recommandations des responsables du parti à l'oeuvre sur les campus, qui animent les réunions politiques inscrites à l'horaire de tous et évaluent l'orthodoxie idéologique des étudiants et des professeurs.

C'est dire qu'il n'y a personne, même dans ce groupe relativement privilégié, pour qui la participation à une manifestation interdite ne constitue pas un risque énorme.

Car tout dépendra ultimement de la direction que prendra le gouvernement. Deux puissantes factions s'opposent, celle des réformistes qui, sous l'impulsion de Deng Xiaoping, vise une plus grande libéralisation du régime (mais le vieux chef n'en a plus pour longtemps: qui lui succèdera?), et la tendance conservatrice, pour qui la révolte étudiante constitue la goutte d'eau qui fait déborder le vase... mais quel beau prétexte pour freiner le mouvement de libéralisation!

Les observateurs ont remarqué, en effet, que la presse officielle a complètement cessé de parler de certains principes libéraux (liberté académique, droit à la critique, etc) qu'elle envisageait depuis quelque temps avec prudence mais une certaine sympathie. On a constaté en même temps le retour de certains thèmes, comme celui de la lutte des classes, qui étaient disparus du discours officiel.

\*\*\*

Pourtant, le 9 septembre dernier, 10e anniversaire de la mort de Mao, le moisisme semblait bien mort à jamais sur la Place Tien An Men.

Devant le mausolée du grand leader historique, c'était la file habituelle des paysans chinois en visite dans la capitale, identifiables à leur visage buriné et à leur costume « mao » qui a perdu son sens politique mais reste, comme l'« habit de noces » noir dans nos campagnes d'antan, l'« habit de sortie ».

À l'intérieur, Mao s'offrait aux regards à l'instar de Lénine à Moscou, livide et cireux, lugubre momie figée dans son cercueil de verre. Une unique couronne de fleurs, venant de sa fille, ornait les lieux. Le gouvernement n'avait rien prévu pour marquer l'anniversaire, sinon la publication de textes inédits où l'on avait déterré quelques allusions indirectes à l'initiative individuelle, allusions compatibles avec la politique du jour. Et les touristes chinois défilaient aussi tranquillement, et sans plus d'émotion visible, qu'un groupe de touristes de Chibougamau à l'Oratoire St-Joseph un jour de semaine...

## LES GREVES EN FRANCE

# Chaos économique et rupture « historique » du consensus social



LOUIS-BERNARD  
ROBITAILLE

collaboration spéciale

PARIS

En France, par temps de grève dans le secteur public, on avait coutume de parler de « journée noire » : peu de trains, pas de métros à Paris, des coupures de courant. Mais cela durait vingt-quatre heures, les syndicats prévenaient cinq jours à l'avance, on prenait ses dispositions. Le lendemain tout était redevenu normal. Bien que les salariés disposent d'un droit de grève pratiquement illimité, il n'y a jamais eu plus d'une ou deux journées « noires » par année. Mis à part les fameux événements de mai 68.

En fait de journées noires, on a cessé de les compter depuis le début de la grève des chemins de fer, il y a maintenant vingt-quatre jours, et on se demanderait plutôt à quel moment reviendra la lumière. L'accord tacite de modération mutuelle qui existait dans le secteur public ayant volé en éclats, plus personne ne semble connaître le mode d'emploi pour mettre fin à ce qui commence à ressembler au chaos social. « Après trois semaines et demie de grève, plus de négociation en vue, la grève peut s'arrêter demain ou durer encore trois mois », nous dit, désabusé, un porte-parole des chemins de fer français (SNCF).

## Le problème numéro 1

Cette grève des cheminots est bien entendu le problème numéro un actuellement. A elle seule elle perturbe la vie du pays autant que si, au Québec, les pompes à essence faisaient la grève à une heure d'avis.

Sur les grandes lignes, il y a eu en 1985 un peu plus de trois cents millions de passagers, c'est-à-dire quelque huit cent mille passagers par jour. Plus personne ne prend sa voiture, par exemple, pour aller à Lyon. Pendant les diverses vacances (Noël, hiver, Pâques, etc), on se rue sur les trains pour traverser le pays. Le jour fatidique des départs de Noël dernier, la SNCF avait prévu pas moins de cent trains supplémentaires dans les gares parisiennes, ce qui faisait quatre cent cinquante départs. Chacun de ces trains est rempli à ras bord, et les réservations sont souvent complètes deux ou trois semaines à l'avance.

La grève des cheminots, déclenchée sans préavis pour ces grands départs, a provoqué le désordre qu'on imagine, annulations de vacances dans les stations de sports d'hiver (sans remboursement), rues sur les autocars, les avions déjà complets. Individus et



Les policiers transportent un cheminot en grève qui était assis devant un train au moment où celui-ci se préparait à quitter la gare de Nice.

familles bloquées dans des trains eux-mêmes immobilisés par des grévistes, ou dans des gares surpeuplées. Les retours des trois et quatre janvier ont été à peu près aussi mauvais, malgré les mesures d'urgence.

Cette sombre période de vacances de Noël terminée, les usagers des grandes lignes ont pris leurs dispositions pour voyager autrement (bien que la grève ne soit jamais totale, certaines gares restent totalement fermées, comme à Nice, Marseille, Toulouse). Mais à Paris, les problèmes des usagers restent dramatiques : pour la seule banlieue parisienne, il n'y a pas moins de un million trois cents mille passagers par jour qui se déplacent par le train pour aller tra-

vailler. Le trafic, variable, est assuré à quarante ou cinquante p. cent, mais de façon très inégale dans les six gares parisiennes. On ne sait pas s'il y aura ou non des trains, à quelle cadence, s'ils ne seront pas bondés ou bloqués sur une voie. Certains salariés passent quatre heures par jour dans des transports en commun de fortune ou erratiques. Pour paraphraser un slogan publicitaire qui a fait fureur, « un jour de grève ça va, trois semaines bonjour les dégâts ». De toute évidence, la patience des usagers commence à flancher, et des incidents se produisent.

## Coûts économiques

(La face cachée de cette grève,

ce sont les coûts économiques. Perte sèche pour les grévistes, bien entendu. Pour la SNCF en déficit chronique, manque à gagner de quelque vingt millions de dollars par jour. Marasme dans le trafic marchandise, qui commence à mettre des entreprises en difficulté à travers le pays. Perte importante de clients qui se reconvertisent dans le transport routier.)

Bien qu'on sente maintenant que le conflit à la SNCF arrive en fin de parcours, cette semaine a vu un véritable paroxysme dans le marasme. Les transports parisiens avaient déjà donné un avant-goût juste avant Noël : trois jours de suite de semi-paralysie.



Prêts à mettre le casque, les policiers font face aux grévistes à la gare de Lyon.

Depuis mardi dernier, on a fait encore mieux. Dans le métro et pour les autobus, une grève plutôt bien suivie a fait baisser le trafic à moins de cinquante p. cent — c'est-à-dire qu'on ne sait pas trop si on aura ou non un métro, ni à quel point il sera surchargé. Ceci s'ajoutant à un trafic de banlieue désorganisé. Or, cette grève a duré toute la semaine. Pour couvrir le tout, Electricité de France (équivalent d'Hydro-Québec) s'était mise au diapason : quatre jours de coupure de courant touchant en moyenne une centaine de milliers d'utilisateurs pendant quelques heures chaque jour à Paris. Cela signifie que cafés, restaurants et commerces sont éclairés à la bougie, que les ascenseurs tombent en panne entre deux étages, que les industries tournant à l'électricité s'arrêtent sans aucun préavis. Et que les feux de circulation s'arrêtent à l'improviste. La conjonction de ces grèves provoquant des embouteillages monstres : tous les matins entre six et neuf heures, il y a vingt ou trente kilomètres d'embouteillage à chaque porte de Paris, et toute la ville est congestionnée.

Même si, avec une nette tendance à la reprise dans les chemins de fer, le pire de la crise semble passé, on est très loin du retour à la normale dans le secteur public. A la RATP, qui gère les transports parisiens, c'est le blocage total dans les négociations. La situation n'est pas meilleure à EDF. Des mouvements se préparent aux Postes, etc. Le problème est partout le même : le gouvernement applique une vigoureuse politique d'austérité, de réduction des effectifs et des déficits dans tout le secteur public.

Les départs à la retraite ne sont pas compensés intégralement par des embauches et il y a un peu partout légère perte du pouvoir d'achat. Arguments du gouvernement : les salariés du secteur public n'ont pas des salaires élevés, mais ils ont des avantages sociaux importants et, surtout, la garantie totale de l'emploi. Ils doivent donc contribuer à la lutte contre l'inflation et à la politique d'austérité. Et en tout cas, pas question, à la SNCF, ou ailleurs, de céder sur la politique salariale décidée par le gouvernement. Les causes de l'affrontement restent entières.

## Pourquoi maintenant ?

Ce qu'il y a de nouveau et d'inquietant dans cette vague de conflits, c'est qu'on ne sait pas exactement pourquoi elle s'est déclenchée maintenant (alors que l'austérité a commencé en 1983), jusqu'où elle peut aller, ni à quel moment elle peut reprendre. Les centrales syndicales, qui jouaient finalement un rôle d'encadrement et de modération, ont perdu beaucoup d'influence au cours des dernières années. Depuis le début du conflit, ils courent après le mouvement sans parvenir à le contrôler. Car celui-ci répond davantage à un sentiment de « ras-le-bol » général qu'à des calculs syndicaux ou politiques. Les règles tacites qui régissaient les relations de travail dans le secteur public ont cessé d'exister. Et ce, dans un pays où, sauf situation de guerre civile, aucun gouvernement n'a jamais osé recourir à une loi spéciale pour ordonner le retour au travail (les dernières « réquisitions » datent de 1947). Autant dire que la situation sociale est, à strictement parler incontrôlable.

# Irangate : la politique partisane s'en mêle



JEAN-FRANÇOIS  
LISÉE

collaboration  
spéciale

WASHINGTON

De la Maison-Blanche au Congrès, pas un qui ne réclame « toute la vérité » dans l'affaire iranienne. Pourtant, chacun garde jalousement des documents qui pourraient faire avancer la compréhension du scandale.

Le débat s'est concentré cette semaine sur l'opportunité de rendre public un rapport de 133 pages produit par le comité du Sénat sur les services de renseignement. Fruit d'un mois d'enquête, le rapport offre la vision la plus complète de l'affaire iranienne à ce jour. Le document secret n'a été complété par le personnel du comité que mardi matin et le réseau NBC en a obtenu copie jeudi. Plus de deux jours de secret, c'est presque un record de longévité par les temps qui courent à Washington.

A cause du refus de témoigner de trois acteurs clés, l'ex-conseiller à la sécurité nationale John Poindexter, son ex-adjoint Oliver North et leur ex-homme à tout faire le général Secord, le rapport comporte un trou béant : ces hommes, soupçonnés d'avoir organisé l'affaire et le détournement de fonds vers les Contras, ne disent pas s'ils ont reçu un ordre d'en haut, du bureau ovale.

Par omission, le document exonère donc le président.

La Maison-Blanche et ses amis républicains voudraient que le rapport deviennent le best-seller de janvier. Ils savent, comme le dit le président sortant du comité du Sénat, le républicain David Durenberger, que le rapport est « franchement embarrassant pour l'administration ». Il décrit les dérapages de membres du personnel de la Maison-Blanche visiblement libres de tout contrôle, donc le peu de prise que l'équipe présidentielle détenait sur des dossiers pourtant explosifs.

Mais ils sont prêts à prendre le risque. Ils ont eu peine à cacher leur joie lorsqu'ils ont appris qu'une copie du rapport avait « coulé ». Ils espèrent maintenant que le Sénat acceptera de le publier à grand tirage. Selon leurs calculs, la vision d'un président un peu à côté de la plaque est déjà assez largement répandue dans l'opinion. On ne peut faire pire. Mais la publication d'un « résumé » du scandale qui n'accuse pas le président de complicité donne l'impression que l'affaire iranienne est pour l'essentiel terminée. Dans cette perspective, les deux comités spéciaux du Congrès qui ouvriront leurs enquêtes le mois prochain et le procureur spécial déjà à l'oeuvre seraient perçus comme autant de balayeurs chargés de ramasser les derniers morceaux qui traînent.

La distinction est primordiale pour un président qui veut refermer la parenthèse et passer à autre chose. Elle l'est tout autant pour les démocrates qui ne demandent pas mieux que de traîner l'administration dans la boue



Des documents comme ceux dont on n'a pas voulu révéler la teneur cette semaine resteront forcément incomplets tant que certaines personnes, comme le lieutenant-colonel Oliver North, n'auront pas dit tout de qu'ils savent sur les transactions.

aussi longtemps que possible. D'où la performance du nouveau leader démocrate du Sénat Robert Byrd, qui refusait cette semaine de publier le rapport en disant : « qu'est ce qui presse ? attendons d'avoir tous les faits. » Il affirmait sans rire que « personne ne profiterait de la publication d'un rapport partiel. » Comme si la connaissance de l'affaire que le public — grâce à la presse — détient de l'affaire n'était pas justement une collection d'éléments épars.

## Étirer le scandale

Byrd, politicien de la vieille école aux airs de bouledogue, est un véritable cauchemar de relations publiques pour les démocrates. À l'écran chaque soir, ses harangues partisans tranchent avec le style pesé et raisonnable du non moins ratoureux mais plus subtil Robert Dole, leader républicain et probable candidat présidentiel.

Sur l'air de « étirons le scandale », Byrd proposait que la commission d'enquête sénatoriale ne remette son rapport final que le 30 octobre prochain, 4 mois avant les premières primaires présidentielles. Les sénateurs ont finalement accepté de fixer cette échéance au premier août. La commission d'enquête de la Chambre des représentants a décidé de jouer les prolongations jusqu'en octobre, mais le rapport d'août du Sénat lui enlèvera le gros de son public.

Les démocrates ne sont pas les seuls à vouloir contrôler l'information dans ce scandale. La Maison-Blanche et le ministère de la

bre une liasse de documents pertinents à l'affaire et ce n'est qu'au compte-gouttes qu'ils les ont livrés au comité du Sénat sur les services de renseignement. Le Pentagone et la CIA, par exemple, n'ont toujours pas publié la liste d'armes livrées aux Israéliens ou aux Iraniens et n'ont pas divulgué quand les livraisons ont eu lieu. Depuis que le scandale a éclaté, le président et ses principaux adjoints sont d'ailleurs très avares de commentaires publics et évitent les journalistes.

De même, la Maison-Blanche possède depuis novembre une chronologie des événements préparée par North. Le document a été remis au comité du Sénat et comporterait des inexactitudes importantes. Il offrirait tout de même, jusqu'à la production du rapport du Sénat, la première vue d'ensemble de l'affaire. La Maison-Blanche a aussi utilisé son droit de veto sur certaines portions du rapport du Sénat qu'elle jugeait « confidentielles ». Dans au moins un cas, affirme le sénateur Byrd, l'administration a réclamé qu'une information non confidentielle soit retirée du rapport.

Finalement, une force non-identifiée est résolue à soustraire certains autres faits à la curiosité du public. Les rapports financiers et documents bancaires du quartier général des Contras à Washington ont été subtilisés pendant la période des fêtes. Il y a peu de chances que l'argent iranien détourné via la Suisse ait transité par des comptes bancaires des Contras aux États-Unis, mais que ce soit un semblant ne pas vouloir courir de risque.

# L'année 1987 s'ouvre sur un désarroi US et une relance de l'URSS

Dans le Tiers-Monde, de multiples promesses de déblocage



JOONEED KHAN

L'éclatement de la bulle du reaganisme et la remontée démocrate aux États-Unis, alliés à la volonté de libéralisation exprimée en URSS et en Chine, font de l'année qui débute l'une des plus prometteuses pour l'équilibre mondial depuis que l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge en décembre 1979 marqua la fin de la détente et le retour à la « guerre froide ».

Le manichéisme reaganien, dont le discours à la fois musclé et fantaisiste triompha en novembre 1980 du réalisme falot de Jimmy Carter (« les limites de la puissance »), répondait à une conjoncture internationale marquée par ce que André Fontaine avait alors appelé la « défaillance de l'Amérique » — poussée anti-américaine, sinon prosoviétique, en Indochine, en Afghanistan, en Ethiopie, en Angola, au Mozambique, en Iran, au Nicaragua et au Salvador.

Mais six ans plus tard, cette « Révolution culturelle du capitalisme », avec son hostilité envers l'Etat, son mépris des plus faibles et des plus démunis, son exaltation de l'égoïsme comme moteur naturel du progrès, son adulation de la puissance militaire et économique, et son comportement unilatéraliste même envers les alliés aboutissent à l'inévitable impasse politique qui a pour nom Irangate, et dont l'affaire Boesky symbolise le volet financier et économique.

Ivan Boesky, courtier à Wall Street, profitait de ses contacts pour miser sur les actions de compagnies devant figurer dans d'éventuelles fusions; ce n'était pas très catholique, selon les règles de la communauté financière, mais cela illustre bien un principe du reaganisme : s'enrichir étant en soi éminemment moral, les moyens importaient peu. Mais Boesky s'est fait prendre et ses pairs se sont vite chargés de le désavouer.

Un principe analogue est à la base de l'Irangate, du moins dans l'esprit des principaux reaganistes impliqués dans l'affaire : dans la croisade mondiale contre l'Empire du Mal, tous les moyens étaient bons, même si des lois étaient violées, même si les experts étaient court-circuités, même si les politiques officielles de l'administration étaient contredites, même si la crédibilité de l'Amérique était détruite. Pris la main dans le sac, le pouvoir s'est attiré les foudres de la classe politique.

## La course présidentielle de 1988 est partie

En ce début de 1987, avec une dette nationale billionnaire et des déficits de centaines de milliards de dollars, avec des aventures militaro-terroristes en Amérique centrale et ailleurs, avec la découverte de nouvelles Amériques laissées-pour-compte (les Noirs, les Hispaniques, les drogués, les victimes du SIDA, les enfants de la Révolution sexuelle), avec un pouvoir paralysé même si M. Reagan se dit médicalement « bien portant », il revient désormais aux démocrates, nouveaux maîtres du Congrès, de ramasser les morceaux et de préparer le sauvetage de l'Amérique « après Reagan ». La course présidentielle de 1988 est déjà partie.

La tâche est d'autant plus urgente qu'entre-temps, l'URSS, suivant en cela l'exemple chinois, s'est débarrassée de ses septuagénaires sclérosés qui avaient pour noms Léonide Brejnev, Youri Andropov, Konstantin Tchernenko et Nikolai Tikhonov pour se donner, avec le dynamique Mikhail Gorbatchev, épaulé par les deux plus grands « occidentalistes » du Kremlin, l'ex-ministre des Affaires étrangères Andreï Gromyko et l'ambassadeur à Washington Anatoli Dobrynine, une direction résolument moderne, habile, articulée, qui multiplie les initiatives planétaires alors que l'Amérique est en plein désarroi.

## La Chine

Partant de l'autre extrémité du spectre politique, celle de l'étatisme et du totalitarisme, la Chine avait commencé, dès 1978-1980, à se re-dynamiser et à se moderniser en s'éloignant des dogmes du maoïsme (privilegiant la paysannerie et le collectivisme agricole) et du marxisme (insistant sur le contrôle collectif des moyens de production) pour libérer, sous surveillance bien sûr, le carcan communiste qui endiguait depuis trois décennies l'initiative et l'esprit d'entreprise d'une civilisation d'affaires plusieurs fois millénaire.

Tout au long des belles années du reaganisme, la Chine a maintenu le cap, resserrant ses liens économiques, financiers et commerciaux avec les pays de l'OCDE, améliorant la qualité de ses produits d'exportation, et de manière générale, libérant les énergies créatrices de son peuple. Et elle terminait l'année 1986 avec des manifestations estudiantines en faveur de la démocratie et de la liberté qui marquaient une offensive contre les dogmes du stalinisme (sur la toute-puissance du parti et de l'Etat, détenteurs de l'unique vérité).

En propulsant Mikhail Sergueievitch Gorbatchev, 55 ans, au faite du pouvoir en URSS en mars 1985, les hommes du Kremlin semblent avoir tiré les leçons et de la poussée reaganiste, surtout dans le domaine militaire, et de la nouvelle expérience chinoise, surtout dans le domaine économique. L'URSS prône depuis des *joint ventures* avec le capital étranger et l'autofinancement des grandes entreprises. Elle commençait elle aussi 1987 sur une poussée anti-stalinienne (*glasnost*) avec la libération d'Andreï Sakharov et d'Elena Bonner, et, plus récemment, avec le limogement

public d'un agent KGB pour fausse arrestation d'un journaliste qui dénonçait dans ses articles des abus de pouvoir en Ukraine.

L'URSS a repris l'offensive, mais en 1980 c'était en dinosaure semant la peur, alors qu'en 1987 c'est en danseur du Bolchoï ou hockeyeur mondial alliant la force à la finesse et suscitant l'admiration. Le dossier du désarmement en constitue la preuve par excellence : du moratoire unilatéral sur les essais nucléaires à la riposte proportionnée Daniloff-Zakharov, la promesse de Gorbatchev a été d'attirer à Reykjavik un Reagan électoralement vulnérable pour évoquer la possibilité de l'inimaginable, soit un monde dénucléarisé en 10 ans.

Reagan s'est diversement dédit depuis, les chefs militaires américains ont protesté et les alliés européens ont paniqué, mais l'URSS maintient que ses offres de Reykjavik restent sur la table et constituent la base des futures négociations, qui reprennent d'ailleurs la semaine prochaine à Genève. Dans ce dossier, on peut s'attendre à ce que les démocrates

américains poussent cette année le président Reagan à revenir au respect de Salt-2 et à négocier avec l'URSS un accord sur la réduction des armements, ne serait-ce que pour des raisons budgétaires.

## La résistance aux réformes

Gorbatchev, comme Deng Xiaoping en Chine, n'a pas la voie libre. Il y a les résistances aux réformes au sein de la *nomenklatura* et parmi les *apparatchiks*. En URSS, il y a aussi la question des nationalités d'Asie centrale, que les récentes émeutes d'Alma Ata sont venues souligner de façon dramatique. La cause immédiate : la promotion de Gennady Kolbine, un Russe, à la direction du Parti communiste du Kazakhstan à la place de Dinmoukhamed Kounayev, un Kazakh, en place depuis longtemps.

Ce remaniement fait partie de la lutte anti-corruption lancée par Gorbatchev, mais bien des Kazakhs, que l'émigration russe a déjà rendus minoritaires dans la République soviétique, ont vu dans le li-

mogage de Kounayev au profit de Kolbine la consécration du pouvoir russe au Kazakhstan. L'ancien conseiller présidentiel américain Zbigniew Brzezinski voit dans les événements d'Alma Ata le signe du réveil des nationalités turco-islamiques de l'Asie centrale soviétique, qui sont environ 45 millions de personnes, sous l'impact de la Guerre afghane.

C'est probablement l'une des considérations qui ont poussé le Kremlin à intensifier la recherche d'un règlement rapide en Afghanistan. L'année a commencé d'ailleurs avec le cessez-le-feu de six mois proclamé par le régime de Kaboul, l'offre d'associer les rebelles à un gouvernement de coalition et la visite du ministre des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze à Kaboul, accompagné d'Anatoli Dobrynine. Il semble bien que Gorbatchev veuille liquider ce cactus hérité de l'ère Brejnev, qui aurait fait entre 10 000 et 20 000 morts dans les rangs de l'Armée rouge et qui continue de coûter cher, financièrement, militairement et surtout diplomatiquement, à l'Union soviétique.

Un autre conflit régional qui montre des signes positifs en ce début d'année est celui du Cambodge, où les chances d'un règlement négocié semblent dépendre du dialogue soviéto-chinois en vue de la normalisation. Un tel dialogue ne saurait être fructueux sans le retrait vietnamien du Cambodge, et la Résistance a fait deux concessions aux Vietnamiens en acceptant le régime Heng Samrin comme 4<sup>e</sup> composante d'un éventuel gouvernement de coalition qui organiserait des élections dans le pays et en retirant Pol Pot du paysage politique, hospitalisé à Pékin, dit-on. De leur côté, les nouveaux dirigeants de Hanoi semblent décidés à relancer l'économie du Vietnam, dont la détérioration est en bonne partie imputable à la guerre.

## Les autres conflits

Les autres grands conflits régionaux, la Guerre du Golfe, la question palestinienne, l'Afrique australe et l'Amérique centrale semblent par contre bloqués en ce début d'année. Pour contrer l'impression de paralysie à Washington, l'administration Reagan, improvisant à nouveau, vient de dépêcher Richard Murphy au Proche-Orient et George Shultz en Afrique noire, et envisage d'envoyer Philip Habib en Amérique centrale. Les sanctions anti-apartheid du Congrès ayant réduit en miettes l'« engagement constructif » de l'administration Reagan envers Pretoria, Shultz a invité le chef de l'ANC Oliver Tambo à une rencontre à la fin du mois, et la bombe de l'Irangate semble pousser la Maison-Blanche à envisager une nouvelle approche en Amérique centrale.

Mais au Proche-Orient, la volonté d'Israël et des États-Unis d'exclure l'OLP de toute négociation rend celle-ci tout à fait aléatoire. En ce qui concerne la Guerre du Golfe, dont le bilan humain et matériel a été qualifié d'« effarant » la semaine dernière par le secrétaire général de l'ONU, elle semble devoir continuer du fait du refus de l'Iran de négocier avec l'Irak de Saddam Hussein.

Ailleurs dans le tiers monde, le régime de Corazon Aquino aux Philippines continue d'avancer sur la corde raide, balançant entre le danger d'un putsch militaire et la menace communiste de relancer la guérilla. Le régime lutte actuellement sur plusieurs fronts : il négocie avec les séparatistes musulmans du Front moro l'« autonomie » de cinq îles méridionales de l'archipel, dont Mindanao, et avec les communistes un projet de réforme agraire qui ne doit guère plaire aux latifundiaires-seigneurs de la guerre; il s'efforce malgré cela de garder la confiance de l'armée et des investisseurs américains et japonais; et il mène la bataille du référendum du 2 février, lorsque les Philippines se prononceront sur une nouvelle constitution, et légitimeront du même coup la présidence Aquino pour six ans.

En Asie par ailleurs, l'ASEAN, qui regroupe l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande, Singapour, la Malaisie et Brunei, a progressé l'an dernier vers un véritable marché commun régional, et la SAARC a permis à l'Inde, au Pakistan, au Sri Lanka, au Bangladesh, au Népal, au Boutan et aux Maldives de concrétiser leur volonté de coopération régionale. Mais les conflits séparatistes tamoul et sikh continuent de plus belle au Sri Lanka et en Inde, et les régimes militaires du Pakistan et du Bangladesh restent farouchement contestés de la part des partis d'opposition prônant la démocratie civile.

Dans le reste de l'Afrique, les problèmes de la famine et de la dette continuent de paraître insurmontables. Les voisins noirs de l'Afrique du Sud voient leurs efforts de développement frustrés par des agressions armées et des opérations de sabotage, préparant de nouvelles famines. La guerre du Tchad menace de pourrir, la Tunisie attend toujours l'après-Bourguiba et l'Égypte de Hosni Moubarak semble piétiner. Le procès de Jean-Bedel Bokassa aura cependant permis à la Centrafrique de détruire une certaine image grossièrement anecdotique et de démontrer la crédibilité de son système judiciaire.

## La démocratie haïtienne

Le retour à la démocratie continue timidement en Haïti, où plusieurs échéances sont prévues cette année, et avec un peu plus de vigueur au Brésil et en Argentine. Tirant les conclusions de la nouvelle domination démocrate au Congrès américain, le régime militaire d'Augusto Pinochet au Chili a rapidement levé l'état de siège en vigueur depuis quatre mois et invité les exilés à rentrer, mais l'état d'urgence, vieux de 13 ans, reste en vigueur et l'opposition démocratique continue donc de vivre dans l'incertitude.

Reste l'Europe de l'Ouest, qui avait connu sa plus belle unité politique en collaboration avec la présidence de Jimmy Carter, mais dont l'Amérique de Reagan avait étouffé la voix dans le concert des nations, en ignorant notamment ses propositions de paix pour le Proche-Orient et l'Amérique centrale. Sur l'Afrique australe par contre, l'action de la CEE (et du Commonwealth) a convergé avec les initiatives du Congrès américain. Sur le plan économique, c'est la guerre protectionniste qui menace de s'intensifier en ce début d'année entre l'Europe et les États-Unis, mais sur le plan politique et diplomatique, l'Europe politique pourrait retrouver sa voix. D'ici là, toutefois, le gouvernement Chirac, qui a raté le virage reaganiste avec six années de retard, devra avoir rétabli son autorité en France. Aux élections qui pourraient avoir lieu cette année, un défi analogue attend l'équipe Thatcher en Grande-Bretagne, dont le reaganisme est, à l'inverse, arrivé à épuisement. A en juger par les sondages en vue du scrutin du 25 janvier, l'Allemand de l'Ouest Helmut Kohl semble quant à lui assuré d'être de la nouvelle partie qui commen-



La prouesse de Gorbatchev a été d'attirer à Reykjavik un Reagan électoralement vulnérable.



Ivan Boesky, courtier à Wall Street, a bien illustré un principe du reaganisme : s'enrichir étant en soi éminemment moral, les moyens importent peu.



Le régime de Corazon Aquino aux Philippines continue d'avancer sur la corde raide, balançant entre le danger d'un putsch militaire et la menace communiste de relancer la guérilla.



Les démocrates, nouveaux maîtres du Congrès, vont tenter de ramasser les morceaux et de préparer le sauvetage de l'Amérique « après Reagan ».

# Le Nicaragua sandiniste se dote de sa première constitution

LUC SIMARD  
Collaboration spéciale  
MANAGUA

C'est tambour battant que le Nicaragua a célébré cette semaine l'entrée en vigueur de sa nouvelle constitution, la première depuis le renversement du dictateur Anastasio Somoza, en 1979.

Sous d'autres cieux, les leaders politiques seraient vite tombés d'accord pour dire qu'un pays accablé par la guerre et rongé par une crise économique sans merci pouvait s'épargner le luxe d'un débat constitutionnel.

Au Nicaragua cependant, la guerre et l'économie chancelante n'ont pas empêché le gouvernement et l'opposition de s'engager dans un vigoureux débat qui a duré un an et demi. Après quarante-trois ans de dictature somoziste et sept ans de révolution assiéjée par les États-Unis, la consolidation de la démocratie apparaît une question aussi vitale que le pain ou l'eau.

Les dirigeants sandinistes crient aujourd'hui victoire. Une brochette d'hommes politiques d'Amérique latine, dont le président péruvien, M. Alan García, ont assisté à la promulgation de la constitution. Face au président Reagan, qui affirme qu'une clique totalitaire est au pouvoir à Managua, la légitimité du pouvoir sandiniste semble assurée.

## Mauvaises langues

Aux mauvaises langues qui prédisaient la rédaction d'une constitution marxiste-léniniste, le gouvernement présente une loi fondamentale qui s'apparente davantage à celle des démocraties latino-américaines qu'à celle de l'URSS.

La constitution nicaraguayenne est promulguée au moment où le scandale des ventes d'armes américaines à l'Iran semble compromettre l'aide que Washington fournit depuis six ans aux rebelles nicaraguayens, connus sous le nom de contras. Selon diverses sources, une partie des revenus résultant des ventes d'armes auraient été illégalement versés aux contras.

Privés de financement américain, les contras se dirigent vers une déroute assurée, constatent plusieurs observateurs de la situation militaire au Nicaragua. Déjà

dominée par l'armée sandiniste, la contre-révolution aurait, selon Managua, perdu la moitié de sa capacité militaire au cours de la dernière année.

L'impuissance des contras et la crise à la Maison-Blanche donnent un bon coup de pouce au processus de démocratisation que doit ouvrir la constitution.

## Avis partagés

Une série d'entrevues réalisées dans les derniers jours avec des leaders de l'opposition politique révèle que les avis sont partagés sur l'ouverture réelle que représente la nouvelle constitution. Tous ces leaders reconnaissent cependant la validité de la loi et la plupart estiment qu'elle procurera davantage de stabilité au pays.

«C'est une bonne constitution, mais elle consolide le pouvoir d'un parti armé (le front sandiniste). Nous sommes gouvernés par une oligarchie militaire de gauche», a déclaré le vice-coordonnateur du Parti conservateur-démocrate, M. Eduardo Molina.

Pour le leader parlementaire du Parti populaire social-chrétien, M. Luis Humberto Guzman, la constitution «est un bon pas» vers la démocratisation du Nicaragua. «Ce n'est pas la meilleure constitution de l'Amérique centrale, mais ce n'est pas non plus la pire», a ajouté M. Guzman, qui est avocat de profession.

L'ensemble de l'opposition rapproche au front sandiniste d'exercer un contrôle exclusif sur le pouvoir. En prenant part à la discussion constitutionnelle, l'opposition voulait garantir qu'un parti autre que le Front sandiniste puisse un jour former le gouvernement.

## Concessions

Selon M. Guzman, cet objectif n'a peut-être pas été atteint mais le Front sandiniste a dû faire de nombreuses concessions en faveur d'un plus grand pluralisme politique. L'armée sandiniste a perdu en grande partie son caractère partisan pour devenir une véritable armée nationale. Sur d'autres points la position sandiniste est cependant demeurée inflexible. «La plus grande faiblesse de la constitution est de pas interdire la réélection du président de la république», a ajouté M. Guzman.

Pour les dirigeants sandinistes,



Les soldats de l'armée populaire sandiniste s'entraînent pour un important défilé militaire au square de la Révolution, à Managua.

la constitution est une seconde preuve de l'évolution démocratique de la révolution, la première ayant été les élections générales de novembre 1984. Le Front sandiniste a alors été élu pour un mandat de six ans en recueillant 67 pour cent des voix. Ce résultat lui a valu d'occuper 61 des 96 sièges de l'assemblée nationale inaugurée à la suite des élections.

La rédaction de la constitution a été la tâche principale de l'assemblée. Le pays était sans constitution depuis l'abrogation de la constitution somoziste, en 1979. L'avant-projet de constitution a été rédigé par une commission multipartite. Soumis à la consultation populaire, il fut ensuite réécrit et il fut présenté à l'assemblée pour approbation finale en décembre dernier.

## Niveleuse

Selon le vice-président du Parti libéral indépendant, M. Juan Manuel Gutiérrez, le Front sandiniste a utilisé sa majorité en chambre à la manière d'une niveleuse. «C'est une constitution antidémocratique qui vient d'être approuvée car le débat constitutionnel n'a pas été démocratique», nous a-t-il déclaré. M. Gutiérrez soutient que les sandinistes ont fait preuve de favoritisme à l'égard des autres partis d'opposition. «Cette constitution contient des principes communistes, des principes socialistes, des principes conservateurs mais elle ne renferme aucun principe libéral», a-t-il soutenu.

La discussion constitutionnelle a accru la zizanie au sein des deux principaux partis d'opposition, déjà divisés depuis les élections générales. La consigne conserva-

trice était d'approuver la constitution. Pres de la moitié des députés conservateurs a tout de même choisi de voter contre. Les libéraux avaient reçu l'ordre de voter contre, un tiers d'entre eux a tout de même voté en faveur.

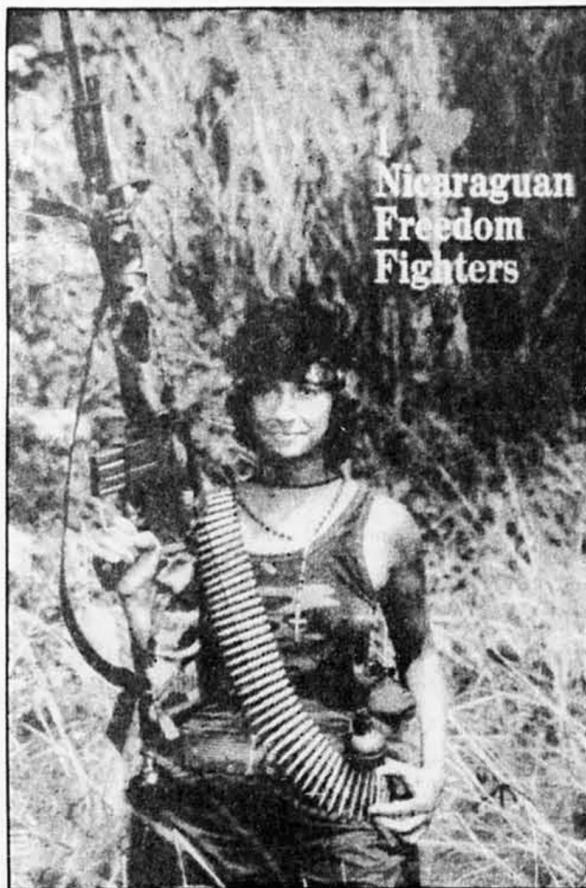
Tous les leaders politiques interrogés émettent des doutes sur la volonté sandiniste d'appliquer la nouvelle loi. Ils suggèrent diverses attitudes pour renforcer cette volonté. «L'application de la loi dépendra de la pression sociale exercée par les citoyens. La volonté du gouvernement peut être stimulée», a affirmé M. Guzman.

## Autre méthode

M. Eduardo Molina propose une autre méthode. «J'ai déjà dit aux sandinistes que je prierais tous les jours pour qu'ils respectent la constitution», opine avec un large sourire celui dont le parti proclame la devise «Dieu, ordre, justice».

La première conséquence de l'adoption de la constitution est de provoquer la levée de l'état d'urgence en vigueur à la grande majorité du pays depuis octobre 1985. Il est cependant prévu qu'il soit rétabli par décret présidentiel pendant la fin de semaine. Quatre partis d'opposition ont demandé cette semaine au gouvernement que l'état d'urgence ne soit reconduit que dans les zones de guerre, mais cette suggestion a peu de chances d'être retenue.

La constitution ouvre la voie à des élections municipales, les premières depuis le renversement de la dictature. Elles devraient normalement avoir lieu à la fin de cette année ou au début de 1988.



Ce poster du soldat Maria a provoqué l'ire des contras au début de l'année dernière.



## Le Canada tient à protéger les réfugiés

SUITE DE LA PAGE B 1

tissants tures. La loi martiale, imposée en 1978, a été levée en 1984 et, officiellement, les militaires ont passé le pouvoir à un parlement élu en 1983, mais les droits humains sont encore souvent bafoués.

### 15 569 prisonniers politiques

D'après des chiffres officiels publiés dans le journal *Chumhuriyet* et cités dans le rapport de 1985 d'Amnesty International, il y avait 15 569 prisonniers politiques en Turquie le 1<sup>er</sup> novembre 1985. Amnesty a relevé plusieurs cas de torture.

Un Kurde âgé de 29 ans et arrivé ici dans le flot des réfugiés tures a soutenu au cours d'une entrevue cette semaine qu'il a été torturé des dizaines de fois dans les commissariats de police. Il a d'abord été arrêté en 1978 pour avoir milité au sein d'un syndicat de gauche, le Disk.

Il s'est alors enfui en Allemagne. En 1983, son oncle lui a écrit

qu'il pouvait revenir mais il a été arrêté à l'aéroport et accusé d'être membre du Disk et sympathisant du CHP (Parti républicain du peuple) ainsi que du mouvement de libération kurde (le Kurdistan est une région qui s'étend entre autres à l'est de la Turquie). Il a fait un an de prison.

Le 10 novembre dernier, il était de nouveau arrêté. Il a subi le «fellaka»: les tortionnaires pendent leur prisonnier par les pieds et frappent la plante des pieds avec des bâtons. On lui a aussi envoyé des chocs électriques dans différentes parties du corps.

Relâché, il a soudoyé des fonctionnaires pour se procurer un passeport et a acheté un billet d'avion pour venir à Montréal. Il veut maintenant faire venir sa femme et ses deux enfants.

C'est entre autres pour protéger des réfugiés comme ce jeune Kurde que la loi canadienne de l'Immigration et la Charte des droits et libertés interdisent l'expulsion pure et simple, sans autre forme de procès.

Ibrahim Gebesci: «Il y avait beaucoup d'annonces pour le Canada dans les cafés de Tavas».

Me Diane Bélanger: «Des considérations humanitaires».

PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

PHOTO P.-H. TALBOT, LA PRESSE



# Les Haïtiens de la diaspora souhaitent regagner un jour la « Perle des Antilles »

**...mais très peu d'émigrés quitteront le Québec, surtout parce que Haïti n'est pas prête à accueillir tous ceux qui sont partis**



GILLES NORMAND

Il est une chanson dont les mots n'ont jamais quitté le cœur de tous les exilés haïtiens. Elle dit, cette chanson : « Haïti chérie, c'est lorsque je t'ai quittée que j'ai compris ce que tu étais pour moi... »

Ces quelques mots expliquent un peu pourquoi la plupart de ces centaines de milliers d'hommes et de femmes qui ont fui vers tous les points cardinaux en trente ans, ont toujours nourri, bien ancrée au fond d'eux, la secrète ambition de regagner un jour la « Perle des Antilles ».

Cette diaspora compte un million d'éléments, estime-t-on. De ce nombre, une quarantaine de milliers vivent au Québec, dans une proportion de 95 p. cent à Montréal et dans la région. Si presque tous les Haïtiens ont pensé à partir, très peu pourront concrétiser ce rêve.

D'abord, Haïti n'est pas prête à accueillir tous ceux qui sont partis. Duvalier et sa suite d'une cinquantaine de personnes tout au plus ont fui le pays, mais tout n'y est pas réglé pour autant. Et à part la possibilité d'exprimer leurs opinions, les Haïtiens n'ont pas gagné grand chose, du moins dans l'immédiat, de ce départ spectaculaire en pleine nuit, le 7 février 1986, sinon l'espoir de rebâtir un pays à leur convenance.

**Une perle sur une poudrière**

Des échos d'Haïti indiquent que le pays est bien tiraillé, que des manifestations ont lieu constamment, qu'on est mécontent des forces dirigeantes, de la junte, du pouvoir approprié et que plane de plus en plus bas le spectre d'un bain de sang.

Selon un porte-parole du nouveau Regroupement des forces démocratiques haïtiennes (le MAS en créole : Mouvman Ayisyen Solidarité), Georges Anglade, les macoutes sont encore nombreux à Haïti, qui compte actuellement entre 30 000 et 40 000 individus solidement armés.

« Ils ont de l'argent et les armes n'ont pas été ramassées. Ils étaient des milliers qui structuraient la machine des Duvalier. »

Une véritable poudrière, quoi! Trop d'individus qui tenteront de miner le développement du processus de démocratisation.

**Quatre-vingt-sept, un tournant**

Pour le MAS, composé de 18 formations haïtiennes et de deux autres de l'extérieur, et dont l'idée de regroupement est née à Montréal, la situation est urgente à Haïti. « Il y a urgence de construire un premier parti politique, pour éviter que d'autres Duvalier ne viennent usurper le pouvoir », dit Georges Anglade, un géographe auteur d'une demi-douzaine d'ouvrages sur Haïti et qui est attaché à l'Université du Québec à Montréal depuis 1969.

Ce premier parti politique, le MAS tentera d'en jeter les bases, lors d'un congrès national de trois jours, à Port-au-Prince, les 30, 31 janvier et 1er février. On attend, pour l'occasion, quelque 800 délégués représentant 134 communes qui regroupent 560 sections rurales d'Haïti.

Le parti serait constitué d'une centaine d'hommes capables, ensemble, de diriger le pays. Désormais, les hommes politiques seraient élus, et ils dirigeraient les destinées du pays en qualité de représentants du parti et non pas comme tenants d'un pouvoir individuel.

« L'année 1987 constituera un tournant pour Haïti, croit M. Anglade, qui est père de deux enfants. Ou les Haïtiens réussiront leur révolution, ou ils échoueront... »

Le professeur de géographie a travaillé, depuis le départ de Jean-Claude Duvalier, à un projet de nouvelle société pour les Haïtiens, un plan dont il avait à maintes reprises élaboré les idées fondamentales dans ses publications qui ont circulé à une centaine de milliers d'exemplaires dans son pays d'origine.

**La diaspora, un 10<sup>e</sup> département**

D'autres auteurs que M. Anglade ont travaillé à ce nouveau projet de société qui voudrait en premier lieu faire reconnaître la dia-

spora (les Haïtiens hors d'Haïti) comme un 10<sup>e</sup> département haïtien. La diaspora compte un million de membres, tandis que cinq millions d'Haïtiens vivent à Haïti.

Ces auteurs sont : Philippe Rouzier, ex-professeur de l'Université Laval, qui a travaillé sur l'économie alternative en Haïti; Laennec Hurbon, qui s'est penché sur l'imaginaire de la symbolique haïtienne; et les membres de deux groupes de l'intérieur du pays, l'Institut interaméricain des sciences agricoles, et Madian Salagnac, qui ont chacun produit une cinquantaine de travaux sur les pistes alternatives.

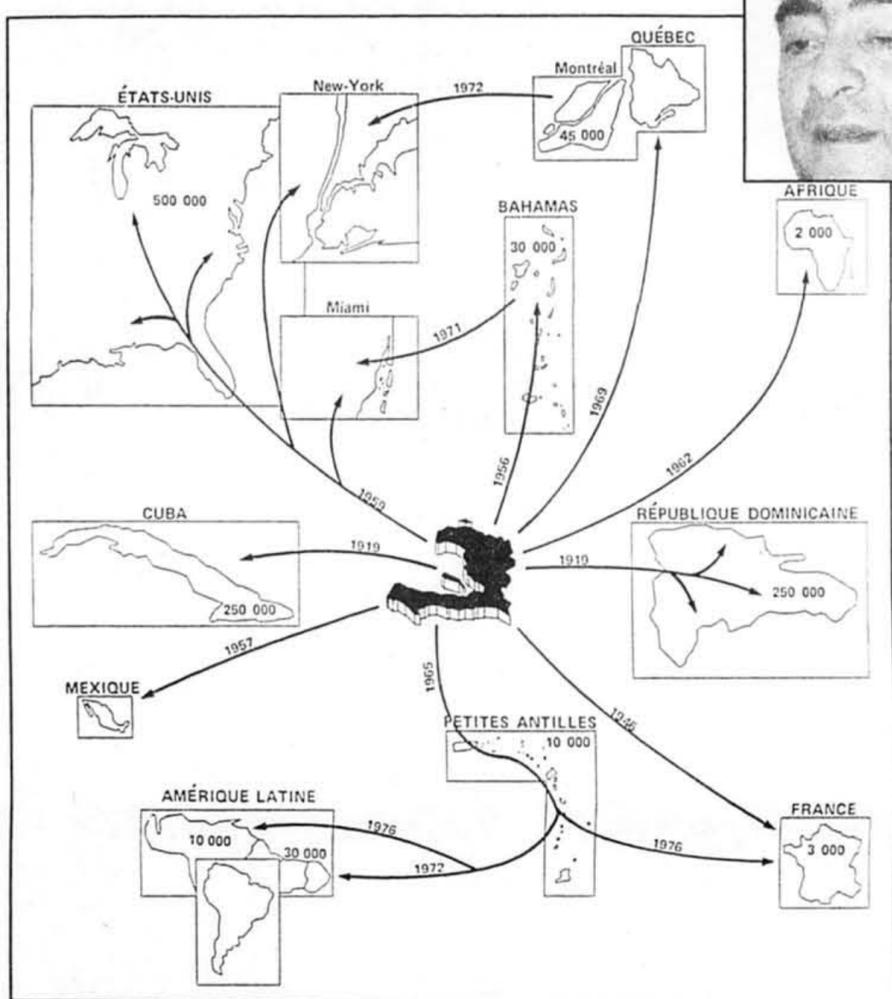
L'intégration d'un 10<sup>e</sup> département formé des Haïtiens de l'extérieur, cela veut aussi dire la reconnaissance de la double nationalité à un million d'humains qui ont été forcés de s'exiler, pour échapper à un système qui a fauché 30 000 vies et qui a jeté 300 000 personnes en prison, durant une trentaine d'années.

**La seule voie**

Le congrès national de la fin du mois devrait être des plus animés. On s'attend à de vives oppositions, sinon à des machinations. L'idée de formation d'un 10<sup>e</sup> département suscitera de fortes réactions, celle de la formation d'un premier parti politique tout autant.

« Ce sera très difficile, la reconstruction du pays sera épuisante, mais l'expérience sera splendide », souligne M. Anglade qui s'est rendu à Haïti à trois reprises depuis le départ de Bébé Doc et qui a défendu, le 27 novembre, devant le Palais législatif de Port-au-Prince, l'idée d'un dixième département constitué des Haïtiens vivant à l'extérieur.

Le concours de la diaspora pour reconstruire Haïti représen-



Georges Anglade, auteur d'une demi-douzaine d'ouvrages sur la géographie haïtienne, professeur et directeur d'études avancées au département de géographie de l'UQAM, depuis 1969.

photo Robert Nadeau



Des milliers de gens renforçaient la machine des Duvalier. Ils ont de l'argent, et les armes n'ont pas été ramassées.

tation, et que d'autres spécialistes en divers domaines font de même », s'enflamme Georges Anglade, selon qui les Haïtiens doivent cesser d'attendre la solution des autres.

« Nous devons faire appel à nos ressources et à nos sources, à partir de nos capacités et de ce que nous sommes. Ce plan de restauration devra être déployé en toute priorité autour de quatre secteurs : l'agriculture, la santé, l'éducation et les travaux publics. »

Les ressources du savoir-faire sont à l'intérieur du pays. « À l'extérieur, on trouve la capacité de les dynamiser », dit notre interlocuteur.

**Entre deux espaces**

M. Anglade, l'été dernier, a traversé le pays de part en part pour en constater l'état de délabrement. Il sait à quoi s'attendre. Il est de ceux qui aspirent, dans un avenir prochain, à quitter le Québec définitivement, pour aller faire son effort sur place. Il précise que l'apport de la diaspora devra être géré de l'intérieur du pays.

Le géographe est d'avis que peu d'Haïtiens du Québec partiront s'établir définitivement dans ce pays appauvri. Plusieurs y feront des séjours plus ou moins longs, pendant quelques années, et ceux-là « devront apprendre à vivre entre deux espaces ».

« Graduellement, ils viendront s'établir définitivement à Haïti, mais, encore une fois, ils ne seront pas si nombreux. Il faut épouser une cause pour choisir de vivre à Haïti. Autrement ce n'est pas possible. »

D'autres prennent ou prendront des congés sabbatiques et iront mettre l'épaule à la roue pour une période plus continue. Quant à l'immense majorité des Haïtiens du Québec qui demeureront au Québec, parce qu'ils ont changé, parce qu'ils y sont depuis trop longtemps, parce qu'ils estiment y être mieux, parce que leurs enfants sont nés ici, ou pour d'autres raisons, ils formeront toujours la diaspora et seront invités à contribuer financièrement à l'effort commun.

« Ce projet de société nouvelle, c'est la dernière chance », assure Georges Anglade.

te la seule voie efficace, estime le professeur Anglade. Et cet apport devra être géré de l'intérieur et non de l'extérieur.

Le projet de nouvelle société qu'avec d'autres il soumet aux gens de son pays prévoit une contribution considérable des Haïtiens de l'extérieur, dont ceux du Québec, à la restauration d'Haïti.

**Des étapes**

« Il faudra respecter des étapes. Le MAS propose que les enseignants et autres spécialistes, comme les médecins, les infirmières, utilisent leurs vacances pour aller appuyer l'effort de reconstruction. »

« Nous proposons que les 500 Haïtiens qui sont professeurs dans les universités et les collèges nord-américains aillent enseigner à Haïti, durant trois ou quatre mois l'été, mais pour cela il faudra que les calendriers scolaires soient réaménagés en conséquence. »

« Imaginez les résultats si 3 000 infirmières de l'extérieur viennent prêter leur concours, en ro-

AVIS LÉGAUX -

APPEL D'OFFRES

AVIS DE VENTE PAR VOIE DE SOUMISSION DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE:

**LINDA PARSONS**  
«Équipement LaSalle Enr.»  
Des soumissions sont demandées pour l'achat des biens ci-après décrits lesquels peuvent être vendus en bloc ou par lot.  
LOT 1. Equipement de restaurant, tel que friteuses, machine à crème glacée, etc. ÉVALUÉ À \$53,330  
LOT 2. Mobilier, tel que causeuses, fauteuils, etc. ÉVALUÉ À 3,208  
LOT 3. Equipement divers, tel que levier électrique, plate-formes en métal, etc. ÉVALUÉ À 3,935  
LOT 4. Mobilier de bureau, tel que bureaux, classeurs, etc. ÉVALUÉ À 695  
LOT 5. Lot de cache-pots et de pots à plantes avec réserves d'eau de marque «Chateau» importées de France (propriété d'un tiers) **PRIN VENDANT \$6,000**

INSPECTION DES BIENS

Tous les lots pourront être examinés le 13e jour de janvier 1987 de 10:00 heures à 16:00 heures au 8901, Salley, Ville LaSalle, Québec.  
Des copies de l'inventaire pourront être obtenues du syndicat sur demande au préalable ou sur les lieux, aux frais de la personne intéressée.

INSTRUCTIONS

Les soumissions doivent être envoyées au syndicat, CLAUDE MOQUIN, C.A., à ses bureaux, lequel les recevra jusqu'à 14:00 heures, le 15e jour de janvier 1987.  
Les soumissions ne seront pas acceptées à moins d'être scellées et porter au recto de l'enveloppe et indiquer le mot «SOUMISSION LINDA PARSONS».  
POUR LES LOTS 1 à 4, CHAQUE SOUMISSION DOIT MONTRER CLAIREMENT LA VALEUR ATTRIBUÉE À CHAQUE LOT.  
POUR LE LOT 5, LES SOUMISSIONS DEVRONT ÊTRE MONTRÉES SÉPARÉMENT ET NE PEUVENT PAS FAIRE PARTIE D'UNE OFFRE EN BLOC.  
LES SOUMISSIONS DOIVENT ÊTRE ACCOMPAGNÉES D'UN CHEQUE VISE FAIT À L'ORDRE DU SYNDIC ET DONT LE MONTANT REPRÉSENTE AU MOINS 15% DE LA SOUMISSION.  
Les soumissionnaires sont invités à assister à une assemblée qui sera tenue au bureau du syndicat soussigné, le 5e jour de janvier 1987 à 14:00 heures. Cette assemblée aura pour objet d'ouvrir et d'annoncer les soumissions reçues.

CONDITIONS ET RÉSERVES

AVIS est par les présentes donne que les conditions énoncées au paragraphe (8) de l'article 114 des Règles régissant la faillite s'appliquent à la présente vente.  
Ces conditions font partie intégrante de la demande de soumissions. On peut en obtenir copie au bureau du soussigné ou sur les lieux lors de l'examen des biens.  
**Claude Moquin, C.A.**  
Syndic

moquin menard giroux daoust inc  
85, rue Saint-Charles ouest, bureau 101, Longueuil, Québec J4H 3W7 (514) 679-7020 - (514) 875-6215

ARTHUR ANDERSEN INC.

Avis

aux créanciers de la première assemblée

(Art. 80)

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE:

RÉAL DI PALMA DÉPANNEUR CHEZ MEUNIER ENR.

Faisant affaires sous le nom de Dépanneur Chez Meunier Enr. au 11329, Jean-Meurier, Montréal-Nord (Québec) demeurant et domicilié au 5870, Verneuil, Anjou (Québec) H1K 3J8

AVIS est par les présentes donne que Real Di Palma, Dépanneur Chez Meunier Enr. a déposé une cession le 23 décembre 1986 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 22 janvier 1987 à 11 h 00 au bureau du Secrétaire Officiel, Complexe Guy-Favreau, 200, boul. Dorchester Ouest, basilaine 00, chambre 07, salle n° 1 ou n° 2, Montréal, (Québec)  
DATE À MONTREAL le 5 janvier 1987.

ARTHUR ANDERSEN INC.  
Jean-Guy Daoust, C.A.  
Syndic  
800, boul. Dorchester Ouest  
Bureau 1200  
Montréal, (Québec)  
H3B 1V9  
Tel: (514) 861-3631

Druker & Associés

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Dans l'affaire de la faillite de:

ROBERT BESNER, restaurateur résidant au 4237, rue Wellington app. 2 à Verdun (Qc) H4G 1V9

AVIS est par les présentes donne que le susdit débiteur a fait cession le 5 janvier 1987 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 23 janvier 1987 à 10 h 30 au bureau du secrétaire officiel, Complexe Guy-Favreau, 200, boul. Dorchester ouest, basilaine 00, Tour Ouest, chambre 07, salle 1 ou 2, Montréal.

Montréal, ce 7e jour de janvier 1987.  
**MAX B. DRUKER, C.A.**  
Syndic

DRUKER & ASSOCIÉS INC.  
4333, rue Ste-Catherine ouest, suite 420  
Montréal, Que. H3Z 1P9 Tel: 935-8501

Suite des Avis légaux on pages D 2, D 5, D 16, H 12 à H 15

# LA SEMAINE DE BÉBÉ

## TOUT CE QU'IL Y A DE MIEUX POUR BÉBÉ



**50% DE RABAIS**

Vêtements 'Signature' pour le jour et la nuit. Pyjamas, combinaisons à capuche, ensembles à chaussons pour

nouveaux-nés 12 à 24 mois, 2 à 3X. Ensembles de jogging pour bébés 12 à 24 mois, tout-petits 2 à 3X. Ord. 14\$ à 20\$ 6,99 À 9,99

Vêtements pour bébés et tout-petits, rayons 401/455/404

**99<sup>99</sup> CH.**

20% de rabais sur poussette «Silvercrest» Modèle 0132. Poussette «Shuttle buggy» en marine et gris. Voyez ces

caractéristiques! C'est un achat fantastique à ne pas manquer durant la Semaine de bébé à la Baie. Prix après lancement 129\$ Meubles pour bébés, rayon 408



**JUSQU'À 25% DE RABAIS**

Lit de bébé 'Storkcraft'. Ord. 229\$ 199,99. Tous nos articles de literie coordonnés en stock. Ord. 2,99 à 24,99 2,25 À 18,75. Matelas 'Baycrest'. Ord. 42\$ à 75\$ 31,50 À 56,25 Meubles pour bébés, rayon 408



Cuiller «Oneida» en plaqué argent. Offerte avec tout achat de 35\$ de vêtements pour enfants. Valeur de 10\$.

## SES PREMIERS MEUBLES

**25% DE RABAIS**

Nos tenues de nuit les plus vendues pour les petits Pyjamas en éponge de coton mixte ou pur coton, pyjamas en tricot velours et chemises de nuit en coton 'Baycrest'. Ord. 8,99 à 9,99 5,24 À 7,49

Vêtements pour bébés, rayons 401/870

**5\$ À 20\$ DE RABAIS**

Chaise haute de Puritan 'Graco'. Prix après lancement 59,99 54,99. Parc, ord. 105\$ 84,99

Meubles pour bébés, rayon 408



**2/5\$**  
1\$ de rabais sur pyjamas en éponge Ord. 2/6\$  
Boutique des bébés, rayon 870



**25% DE RABAIS**  
Sous-vêtements de croissance 'Baycrest'. Ord. 5,99 4,49 CH.  
Boutique des bébés, rayon 401



**825**  
Support 'Totkins' pour le bain. Ord. 11\$  
Meubles pour bébés, rayon 408



**1575**  
Housses 'Poliwogs' pour sièges de voiture Ord. 21\$



**1425**  
Siège à pinces 'High & Mighty' Ord. 19\$



**965**  
Toilette de propreté amusante 2 modèles. Ord. 12,95



**825**  
Repose-tête pour bébés Ord. 11\$



**1985**  
Centre 'Fisher Price' pour le bain. Ord. 23,99  
Meubles pour bébés, rayon 408

## JUSQU'À 25% DE RABAIS SUR CES ARTICLES POUR BÉBÉS

Sacoche, ord. 11\$ 8,25 CH.  
Toilette de propreté, ord. 15\$ 11,25  
Siège d'appoint, ord. 17\$ 12,75  
Support pour le bain, ord. 4,98 3,75 CH.  
Seau à couches, ord. 7,98 5,99  
Baignoire, ord. 6,95 5,25  
Barrière de sécurité, ord. 35\$ 27,99 CH.

Meubles pour bébés, rayon 408

## 25% DE RABAIS SUR CES ARTICLES INDISPENSABLES

- Tous nos articles de literie coordonnés en stock
- Toutes nos couvertures pour bébés
- Toutes nos culottes de propreté
- Tous nos bavoirs en stock
- Tous nos accessoires 'Tommee Tippee' en stock
- Culottes en plastique en paquet de 4. Ord. 1,99 1,49
- Chaussettes sport en paquet de 3 paires, ord. 3,99 2,99
- Chemise de nuit pour nouveau-né, ord. 2,99 2,25
- Lange, 2,99 2,25

Boutique des bébés, rayon 401

## FAITES-EN PROVISION

Paquet de 2 camisoles, ord. 5,49 4,49 LE PQT  
Paquet de 2 camisoles, 2,99 LE PQT  
Paquet de 12 couches 'Snugabye', ord. 14\$ 9,99  
Sous-vêtements de croissance, ord. 3,99 3,19  
Sous-vêtement 1 pièce, ord. 4,99 3,99 CH.  
Socquettes, ord. 1,39 à 1,49 99¢  
Collants, ord. 2,75 1,99 CH.  
Chaussons, ord. 4,50 2,99  
Sacs à couches au choix, ord. 20\$ à 34\$ 14,99 À 19,99

## POUR LE BAIN ET LE LIT

Paquet de 4 débarbouillettes, ord. 2,29 1,79  
Langes en paquet de 2, ord. 6,99 4,99  
Serviette à capuche, ord. 5,49 3,99 CH.  
Piqué, ord. 2,79 1,99 CH.  
Douillette 2 en 1, ord. 13,99 9,99  
Protège-matelas, ord. 13\$ 9,99 CH.  
Couvre-matelas, ord. 4,99 3,49  
Ensemble de layette à offrir, ord. 22,99 17,99  
Drap-housse, ord. 5,99 à 6,99 4,49 À 5,49

Boutique des bébés, rayon 401

## C'est MOINS CHER que vous pensiez à la Baie

Ne manquez pas le petit déjeuner avec Mickey et ses amis!

Ca se passe le samedi 31 janvier à 9 h 30, au restaurant La Chaumaine de la Baie, 7e étage, centre-ville de Montréal seulement. Toute la famille s'amusera! Au programme: rencontre avec les joyeux personnages Disney, distribution de surprises et tirage de prix de présence. Le menu comprend jus de fruit, oeufs brouillés, saucisses, muffin et breuvage. Les billets ne coûtent que 3,99 par personne et sont en vente au comptoir Ticketron du magasin la Baie (niveau du métro), centre-ville de Montréal, à partir du samedi 17 janvier.

